



**PREFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE**

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE  
ET DE LA PROTECTION DES POPULATIONS**

**SERVICE SANTE ET PROTECTION ANIMALES**

Affaire suivie par : Sabine Meissonnier  
Tél : 04.92.30.37.42  
Fax : 04.92.30.37.30  
Courriel : sabine.meissonnier@alpes-de-haute-provence.gouv.fr

Digne-les-Bains, le <sup>29</sup> octobre 2018

**ARRÊTÉ PREFECTORAL N° 2018-302-009**

**Attribuant l'habilitation sanitaire à Madame MASQUIN Caroline**

**LE PREFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE**  
**Chevalier de l'ordre national du Mérite**

**Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L. 203-1 à L. 203-7, L. 223-6, R. 203-1 à R. 203-15 et R. 242-33 ;**

**Vu le décret n° 80-516 du 4 juillet 1980, modifié par le décret n° 90-1033 du 19 novembre 1990 et par le décret 2003-768 du 1<sup>er</sup> août 2003, relatif à l'exécution des mesures de prophylaxie collective des maladies des animaux ;**

**Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;**

**Vu le décret du Président de la République en date du 27 juin 2018 portant nomination de M Olivier Jacob, Préfet des Alpes-de-Haute-Provence ;**

**Vu l'arrêté préfectoral n°2018-243-011 du 31 août 2018 donnant délégation de signature à Mme Mireille DERAY, directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations des Alpes-de-Haute-Provence ;**

**Vu la demande présentée par Madame MASQUIN Caroline, domiciliée professionnellement :**

- Clinique vétérinaire du Dr Leroy – 223 avenue Georges Pompidou – 04100 Manosque.

**Considérant que Madame MASQUIN Caroline remplit les conditions permettant l'attribution de l'habilitation sanitaire ;**

**Sur la proposition de la directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations des Alpes-de-Haute-Provence ;**

## ARRÊTE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'habilitation sanitaire prévue à l'article L. 203-1 du code rural et de la pêche maritime susvisé est attribuée pour une durée de cinq ans à Madame MASQUIN Caroline, docteur vétérinaire, administrativement domiciliée au 223 avenue Georges Pompidou 04100 Manosque.

- pour le département des Alpes-de-Haute-Provence ;
- pour le département des Bouches-du-Rhône

**ARTICLE 2** : Dans la mesure où les conditions requises ont été respectées, cette habilitation sanitaire est renouvelable par période de cinq années tacitement reconduites sous réserve pour le vétérinaire sanitaire de justifier à l'issue de chaque période de cinq ans, auprès du préfet des Alpes-de-Haute-Provence, du respect de ses obligations de formation continue prévues à l'article R. 203-12.

**ARTICLE 3** : Madame MASQUIN Caroline s'engage à respecter les prescriptions techniques, administratives et le cas échéant financières de mise en œuvre des mesures de prévention, de surveillance ou de lutte prescrites par l'autorité administrative et des opérations de police sanitaire exécutées en application de l'article L. 203-7 du code rural et de la pêche maritime.

**ARTICLE 4** : Madame MASQUIN Caroline pourra être appelée par le préfet de ses départements d'exercice pour la réalisation d'opérations de police sanitaire au sein des lieux de détention ou des établissements pour lesquels il a été désigné vétérinaire sanitaire. Il sera tenu de concourir à ces opérations en application des dispositions de l'article L. 203-7 du code rural et de la pêche maritime.

**ARTICLE 5** : Tout manquement ou faute commis dans l'exercice de la présente habilitation sanitaire entraînera l'application des dispositions prévues aux articles R. 203-15, R. 228-6 et suivants du code rural et de la pêche maritime.

**ARTICLE 6** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Marseille, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification.

**ARTICLE 7** : La secrétaire générale de la préfecture et la directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations sont chargés, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence.

Pour le Préfet et par délégation,  
la directrice départementale de la cohésion sociale et de la  
protection des populations,



Mireille DERAY



**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Provence-Alpes-Cote-d'Azur**

**Arrêté n° DREAL-SEL-UCHR-2018-22 en date du  
12 octobre 2018 modifiant l'arrêté n° DREAL-SEL-  
UER-2016-3 en date du 2 mars 2016 portant  
autorisation, au titre de l'article 21 du décret n°94-894  
modifié, concernant les travaux de création d'une  
passe à aprons sur le seuil de Salignac (04).**

**LE PREFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

- VU** le code de l'énergie et notamment son livre III titre I<sup>er</sup> son livre V et sa partie réglementaire ;
- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L.214-17, R.214-109, R.214-3, R.214-86 à R.214-87 ;
- VU** le décret n°94-894 du 13 octobre 1994 modifié relatif à la concession et à la déclaration d'utilité publique des ouvrages utilisant l'énergie hydraulique ;
- VU** le décret n°99-872 du 11 octobre 1999 modifié approuvant le cahier des charges type des entreprises hydrauliques concédées ;
- VU** le décret du 16 septembre 1974 déclarant d'utilité publique et concédant à Électricité de France l'aménagement et l'exploitation de la chute de Salignac sur la Durance dans le département des Alpes de Haute Provence ;
- VU** la demande d'autorisation complémentaire déposée au titre de l'article 21 du décret n°94-894 modifié reçue le 7 septembre 2018, présentée par EDF Unité de Production Méditerranée et relative aux travaux complémentaires aux travaux de création d'une passe à aprons sur le seuil de Salignac ;
- VU** l'avis des services consultés en date du 7 septembre 2018 ;
- VU** le projet d'arrêté adressé à EDF Unité de Production Méditerranée en date du 8 octobre 2018 ;
- VU** la réponse formulée par le concessionnaire le 12 octobre 2018 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2018-190-033 du 9 juillet 2018 portant délégation de signature à Mme Corinne TOURASSE, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

VU l'arrêté du 3 septembre 2018, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence, portant subdélégation de signature au Préfet et délégation de signature pour la directrice régionale aux agents de la DREAL PACA ;

**CONSIDERANT** que les travaux garantissent l'efficacité énergétique de l'exploitation de la chute d'eau, le respect des intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement et les meilleures conditions économiques et financières pour le concédant ;

**SUR** proposition de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte-d'Azur ;

## **ARRÊTE**

### **TITRE 1 : OBJET**

#### **Article 1 : Objet**

EDF Unité de Production Méditerranée est autorisé en application de l'article 21 du décret n°94-894 modifié susvisé à réaliser les travaux de confortement et de sécurisation de la passe à aprons sur le seuil de Salignac. La localisation du projet figure en annexe I.

#### **Article 2 : Caractéristiques des ouvrages**

Les travaux visent à traiter les problématiques de sûreté et de stabilité de la berge en rive droite apparues suite à la mise en service en octobre 2016 de la passe à aprons sur le seuil de Salignac.

Dans ce cadre, il est prévu de réaliser :

- un portail créant une barrière physique depuis l'amont et la pose de panneau d'information au cas où des personnes accéderaient par l'aval,
- un garde-corps entourant la passe à aprons afin d'éviter le risque de chute. Celui-ci serait amovible pour qu'il puisse être démonté en prévision de crues,
- un confortement de la rive droite de la passe à aprons par l'implantation d'une carapace de protection en enrochements percolés permettant d'éviter les phénomènes de ravinement observés lors des crues.

#### **Article 3 : Réalisation des travaux**

La durée des travaux est estimée à une semaine environ.

L'accès au site se fera via une route d'accès aménagée en 2016 lors de la construction de la passe à Aprons et ne nécessite pas d'aménagement particulier.

Les travaux sont réalisés conformément au dossier de demande d'autorisation en date du 7 septembre 2018. En complément, il sera organisé :

- une réunion préalable au début du chantier réalisée en présence des services de l'Agence française pour la biodiversité, avec validation et balisage par ces derniers de la superficie d'emprise de la dalle béton,
- la réalisation préalable d'une pêche de sauvetage piscicole au frais du titulaire laissée à l'appréciation des services de l'Agence française pour la biodiversité,
- une réunion de fin de chantier (avant le départ des engins) afin de s'assurer de la bonne

remise en état du site, avec remise aux services de l'Agence française pour la biodiversité d'un double de la clé du portail implanté pour le contrôle de la fonctionnalité de l'ouvrage a posteriori.

## **TITRE 2 : DISPOSITIONS GENERALES**

### **Article 4 : Autres réglementations**

Conformément à l'article 1 du décret n°94-894 modifié susvisé, le présent arrêté vaut autorisation au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement. Hormis ce cas, le présent arrêté ne dispense en aucun cas le concessionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

### **Article 5 : Publicité et information des tiers**

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence.

### **Article 6 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est susceptible de recours contentieux devant la juridiction administrative territorialement compétente :

- par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle cet arrêté lui a été notifié,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cet arrêté. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cet arrêté, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

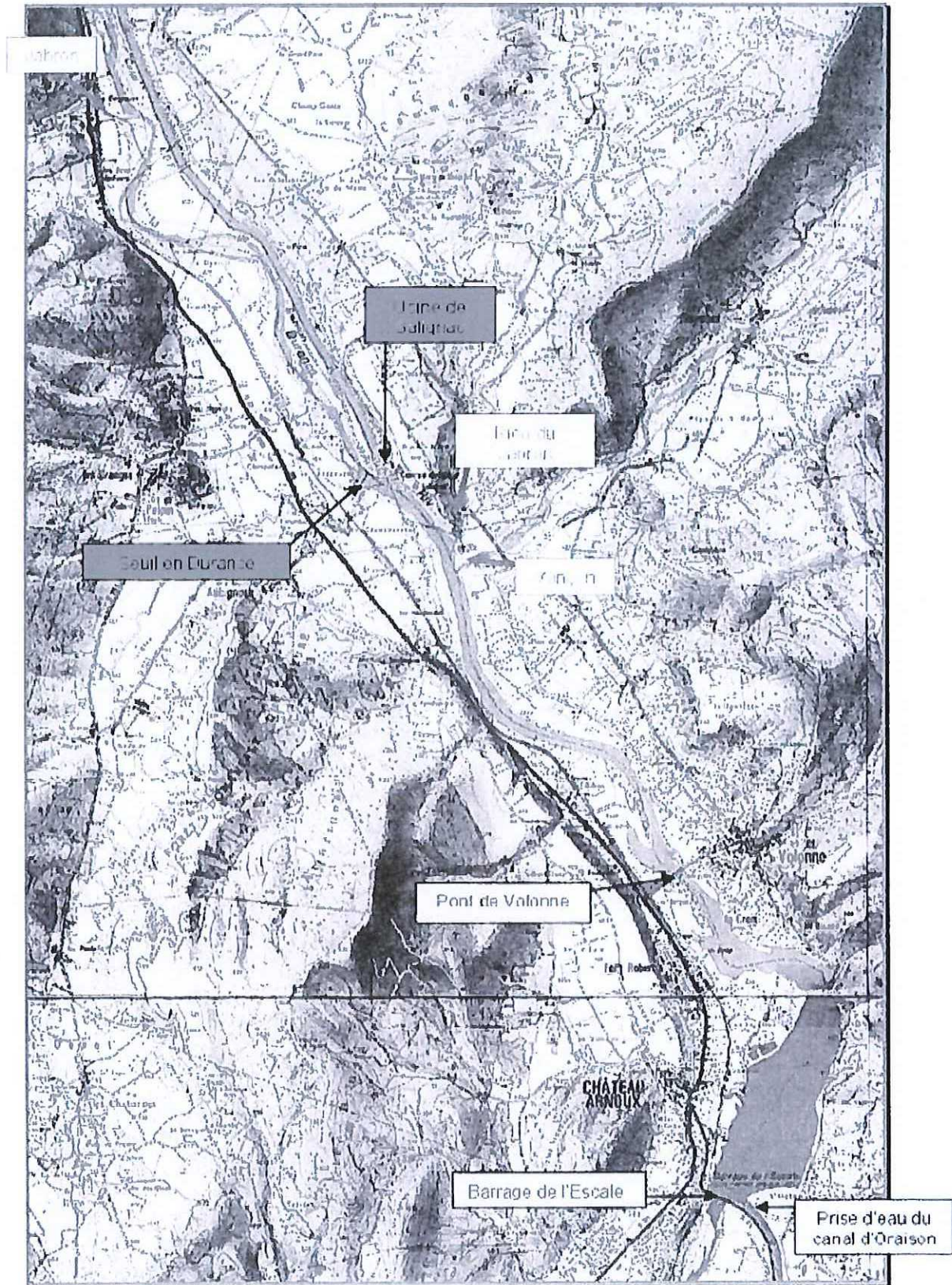
### **Article 7 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence,  
La directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Cote d'Azur,  
Le directeur départemental des territoires des Alpes-de-Haute-Provence,  
Le chef de service départemental de l'Agence française pour la biodiversité des Alpes-de-Haute-Provence,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour la Directrice Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement et par délégation,  
La Chef de Service Climat Air

  
ANNIE LOTTE

ANNEXE I  
PLAN DE LOCALISATION





**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Provence-Alpes-Côte-d'Azur**

**Arrêté n° DREAL-SEL-UCHR-2018-25 en date du  
30 octobre 2018 dérogeant à l'arrêté interpréfectoral  
n° 2010-1422 en date du 8 juillet 2010 portant  
autorisation, au titre de l'article 21 du décret n°94-894  
modifié, concernant la modification du débit réservé  
turbiné du barrage de la Chaudanne – Commune de  
Castellane (04).**

**LE PREFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

- VU** le code de l'énergie et notamment son livre III titre I<sup>er</sup> son livre V et sa partie réglementaire ;
- VU** le code de l'environnement ;
- VU** le décret n°94-894 du 13 octobre 1994 modifié relatif à la concession et à la déclaration d'utilité publique des ouvrages utilisant l'énergie hydraulique ;
- VU** le décret n°99-872 du 11 octobre 1999 modifié approuvant le cahier des charges type des entreprises hydrauliques concédées ;
- VU** le décret du 27 mai 1928 déclarant d'utilité publique et concédant les travaux d'aménagement des chutes de Castillon, La Chaudanne et Castellane sur le Verdon ;
- VU** l'arrêté interpréfectoral n° 2010-1422 en date du 8 juillet 2010 portant autorisation, au titre de l'article 21 du décret n°94-894 modifié, concernant la modification du débit réservé turbiné du barrage de Chaudanne – Commune de Castellane (04)
- VU** la demande d'autorisation déposée au titre de l'article 21 du décret n°94-894 modifié reçue le 24 juillet 2018, présentée par EDF Unité de Production Méditerranée et relative à des essais de variation de débit sur le barrage de Chaudanne ;
- VU** l'avis des services consultés en date du 24 juillet 2018 ;
- VU** le projet d'arrêté adressé à EDF Unité de Production Méditerranée en date du 29 octobre 2018 ;
- VU** la réponse formulée par le concessionnaire le 29 octobre 2018 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2018-190-033 du 9 juillet 2018 portant délégation de signature à Mme Corinne TOURASSE, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

VU l'arrêté du 3 septembre 2018, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence, portant subdélégation de signature au Préfet et délégation de signature pour la directrice régionale aux agents de la DREAL PACA ;

**CONSIDERANT** que les essais garantissent l'efficacité énergétique de l'exploitation de la chute d'eau, le respect des intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement et les meilleures conditions économiques et financières pour le concédant ;

**SUR** proposition de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte-d'Azur ;

## **ARRÊTE**

### **TITRE 1 : OBJET**

#### **Article 1 : Objet**

EDF Unité de Production Méditerranée est autorisé en application de l'article 21 du décret n°94-894 modifié susvisé à réaliser des essais de variation de débit sur le barrage de Chaudanne, en abaissant le débit réservé à 1,5 m<sup>3</sup>/s pendant 24 heures dans la semaine du 12 au 18 novembre 2018, par dérogation à l'arrêté interpréfectoral n° 2010-1422 du 8 juillet 2010 précité.

EDF communique, au plus tard la veille de la réalisation de ces essais, au service de la DREAL PACA chargé des concessions hydroélectriques et à l'AFB, le jour et les modalités opérationnelles d'abaissement du débit réservé à la valeur estivale de 1,5 m<sup>3</sup>/s.

En cas de report de ces essais durant la semaine du 26 novembre 2018 au 2 décembre 2018 du fait de conditions hydrologiques ne permettant pas de les réaliser dans la semaine du 12 au 18 novembre 2018, EDF vérifie préalablement à ces essais l'absence de frayère, communique les résultats de cette vérification au service de la DREAL PACA chargé des concessions hydroélectriques et à l'AFB, et annule ces essais en cas de constatations d'un début de frai.

### **TITRE 2 : DISPOSITIONS GENERALES**

#### **Article 2 : Autres réglementations**

Conformément à l'article 1 du décret n°94-894 modifié susvisé, le présent arrêté vaut autorisation au titre des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement. Hormis ce cas, le présent arrêté ne dispense en aucun cas le concessionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

#### **Article 3 : Publicité et information des tiers**

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence.

#### **Article 4 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est susceptible de recours contentieux devant la juridiction administrative territorialement compétente :



- par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle cet arrêté lui a été notifié,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cet arrêté. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cet arrêté, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

#### **Article 5: Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence,  
La directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Cote d'Azur,  
Le directeur départemental des territoires des Alpes-de-Haute-Provence,  
Le chef de service départemental de l'Agence française pour la biodiversité des Alpes-de-Haute-Provence,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Pour le Préfet et par délégation,  
Pour la Directrice et par délégation,  
Le Chef du Service Energie Logement

Yves LE TRIONNAIRE



Unité Départementale des Alpes de Haute-Provence  
de la DIRECCTE de Provence-Alpes-Côte d'Azur

DECISION relative à l'affectation des agents de contrôle dans les sections,  
à l'organisation des unités de contrôle et des intérim des agents de contrôle

Le Responsable de l'Unité Départementale des Alpes de Haute-Provence de la Direction Régionale des entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi Provence Alpes Côte d'Azur ;

VU le code du travail, notamment ses articles R. 8122-3 et suivants ;

VU le décret n° 2003-770 du 20 août 2003 portant statut particulier du corps de l'inspection du travail ;

VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

VU le décret n° 2014-359 du 20 mars 2014 relatif à l'organisation du système d'inspection du travail ;

VU l'arrêté ministériel en date du 26 mai 2014 portant création et répartition des unités de contrôle ;

VU l'arrêté interministériel du 24 juin 2014 portant dérogation à la création dans chaque département d'une section d'inspection du travail compétente dans les exploitations, entreprises et établissements agricoles ;

VU l'arrêté interministériel du 2 novembre 2017 portant nomination de M. Patrick MADDALONE en qualité de Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de la région Provence Alpes Côte d'Azur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;

VU l'arrêté du 20 mars 2017 portant nomination de M. Alain NAVARIN en qualité de Responsable de l'Unité Départementale des Alpes de Haute Provence de la DIRECCTE PACA à compter du 1<sup>er</sup> mai 2017,

VU la décision 2018-07-27 du 25 juillet 2018 portant subdélégation de signature de Monsieur Patrick MADDALONE, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, dans le cadre des attributions et compétences déléguées par Monsieur le Préfet de région ;

VU la décision du 31 juillet 2018, publiée au recueil des actes administratifs le 1<sup>er</sup> août 2018, portant modification de la décision de localisation et délimitation des unités de contrôle et des sections d'inspection du travail pour la région Provence Alpes Côte d'Azur,

## DECIDE

**Article 1 :** Pour l'exercice des compétences définies par les articles L 8112-1 à L 8112-5 du code du travail, ainsi que toutes les décisions dont la responsabilité leur est conférée, les agents de contrôle de l'inspection du travail dont les noms suivent sont chargés de chacune des sections géographiques de l'Unité Départementale des Alpes de Haute-Provence et exercent leurs prérogatives et leurs moyens d'intervention dans le cadre de l'organisation précisée ci-après :

Au sein de l'unité de contrôle 1 – Unité de contrôle des Alpes de Haute-Provence sont affectés :

Responsable de l'unité de contrôle : Madame Claire BRANCIARD, Directrice Adjointe du Travail

1<sup>ère</sup> section 04-01-01 : Madame Audrey FAURE, Inspectrice du Travail,

2<sup>ème</sup> section 04-01-02 : Monsieur Olivier SANCEY, Inspecteur du Travail,

3<sup>ème</sup> section 04-01-03 : Monsieur Pierre MONTY, Inspecteur du Travail,

4<sup>ème</sup> section 04-01-04 : « *section vacante* »,

5<sup>ème</sup> section 04-01-05 : « *section vacante* ».

Sur l'ensemble des sections, Monsieur Daniel BERNARD, Inspecteur du Travail, spécialisé dans la lutte contre le travail illégal et la fraude organisée

**Article 2 :** Pour toutes les actions d'inspection de la législation du travail, en cas d'absence ou d'empêchement d'un inspecteur du travail l'intérim de cet agent de contrôle est assuré dans les conditions définies par les articles 3 et 4.

**Article 3 :** Dans l'intérêt de la continuité du service public l'intérim des agents de contrôle est organisé selon les modalités ci-après :

**L'intérim de la section 04-01-01** est assuré par l'agent de contrôle de la section 04-01-02 ; en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, l'intérim est assuré par l'agent de contrôle affecté à la section 04-01-03 ;

**L'intérim de la section 04-01-02** est assuré par l'agent de contrôle de la section 04-01-03 ; en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, l'intérim est assuré par l'agent de contrôle affecté à la section 04-01-01 ;

**L'intérim de la section 04-01-03** est assuré par l'agent de contrôle de la section 04-01-01 ; en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, l'intérim est assuré par l'agent de contrôle affecté à la 1<sup>ère</sup> section 04-01-02 ;

**L'intérim de la section 04-01-04**, vacante, est assuré selon les modalités définies ci-dessous :

- **du 01/12/2018 au 28/02/2019** : l'intérim est assuré par l'agent de contrôle de la section 04-01-02, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, l'intérim est assuré par l'agent de contrôle de la section 04-01-03 ; en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, l'intérim est assuré par l'agent de contrôle de la section 04-01-01 ;
- **du 01/03/2019 au 31/05/2019** : l'intérim est assuré par l'agent de contrôle de la section 04-01-03, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, l'intérim est assuré par l'agent de contrôle de la section 04-01-01 ; en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, l'intérim est assuré par l'agent de contrôle de la section 04-01-02 ;
- **du 01/06/2019 au 31/08/2019** : l'intérim est assuré par l'agent de contrôle de la section 04-01-01, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, l'intérim est assuré par l'agent de contrôle de la section 04-01-02 ; en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, l'intérim est assuré par l'agent de contrôle de la section 04-01-03 ;

**L'intérim de la section 04-01-05**, vacante, est assuré selon les modalités définies ci-dessous :

- **du 01/12/2018 au 28/02/2019** : l'intérim est assuré par l'agent de contrôle de la section 04-01-01, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, l'intérim est assuré par l'agent de contrôle de la section 04-01-02 ; en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, l'intérim est assuré par l'agent de contrôle de la section 04-01-03 ;
- **du 01/03/2019 au 31/05/2019** : l'intérim est assuré par l'agent de contrôle de la section 04-01-02, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, l'intérim est assuré par l'agent de contrôle de la section 04-01-03 ; en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, l'intérim est assuré par l'agent de contrôle de la section 04-01-01 ;
- **du 01/06/2019 au 31/08/2019** : l'intérim est assuré par l'agent de contrôle de la section 04-01-03, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, l'intérim est assuré par l'agent de contrôle de la section 04-01-01 ; en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, l'intérim est assuré par l'agent de contrôle de la section 04-01-02 ;

**Article 4** : A titre exceptionnel en cas d'impossibilité de remplacement au sein de la même unité de contrôle, selon les modalités fixées à l'article 3, l'intérim est assuré par la Responsable de l'Unité de Contrôle.

**Article 5** : Conformément aux dispositions de l'article R. 8122-10 du code du travail, les agents mentionnés à l'article 1 participent, lorsque la mission le rend nécessaire, aux actions d'inspection de la législation du travail, sur le territoire de l'unité départementale à laquelle est rattachée l'unité de contrôle, où ils sont affectés.

**Article 6** : La présente décision annule et remplace la décision en date du 09 août 2018 à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2018. Elle fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs.

**Article 7** : Le Responsable de l'Unité Départementale des Alpes de Haute-Provence de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi Provence Alpes Côte d'Azur, est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture des Alpes de Haute-Provence.

Fait à DIGNE-LES-BAINS, le 30 octobre 2018

Le Responsable de l'Unité Départementale des  
Alpes de Haute-Provence de la Direction Régionale  
des Entreprises, de la Concurrence, de la  
Consommation, du Travail et de l'Emploi PACA

  
Alain NAVARRO





DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES  
DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

## ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2018 – 303 - 002

### Arrêté relatif à la fermeture exceptionnelle au public des services du Centre des Finances Publiques de Manosque

Le Directeur Départemental des Finances Publiques des Alpes de Haute-Provence,

VU le décret n°71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs de l'État ;

VU les articles 26 et 43 du décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État, dans les régions et les départements ;

VU le décret n°2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la Direction Générale des Finances Publiques ;

VU le décret n°2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;

VU le décret n°2009-707 du 16 juin 2009 modifié, relatif aux services déconcentrés de la Direction Générale des Finances Publiques ;

VU l'arrêté du 11 décembre 2009 portant création de la Direction Départementale des Finances Publiques des Alpes de Haute-Provence ;

VU la décision du directeur général des finances publiques fixant au 21 juillet 2014 la date d'installation de M. Joaquin CESTER dans les fonctions de Directeur Départemental des Finances Publiques des Alpes de Haute-Provence ;

VU l'arrêté préfectoral n°2018-168-017 du 17 juin 2018 portant délégation de signature en matière de fermeture exceptionnelle des services déconcentrés de la Direction Départementale des Finances Publiques des Alpes de Haute-Provence ;

### ARRÊTE :

#### Article 1er :

Les services du Centre des Finances Publiques de Manosque, située 132 boulevard des Cougourdelles à Manosque, seront fermés à titre exceptionnel, le vendredi 09 novembre 2018.

#### Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et affiché dans les locaux du site visé à l'article 1<sup>er</sup>.

Fait à Digne Les Bains, le 30 octobre 2018

Par délégation du Préfet,  
Le Directeur Départemental des Finances Publiques  
des Alpes de Haute-Provence

Joaquin CESTER

Délégation départementale des Alpes de Haute-Provence  
Pôle animation des politiques territoriales  
Service réglementation sanitaire

Réf : DD04-1018-7564-D

**Décision du 10 octobre 2018**  
**Portant modification de l'agrément n° 11-04 de la société de transports sanitaires terrestres**  
**« SAS AMBULANCES DE MANOSQUE – 04100 MANOSQUE »**  
**(Remplacement d'un VSL)**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé  
Provence-Alpes-Côte d'Azur

**VU** le code de la santé publique, notamment ses articles L. 6312-1 à L. 6313-1 et R. 6312-1 à R. 6314-26 ;

**VU** l'ordonnance 2010-177 du 23 février 2010 de coordination avec la loi 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

**VU** le décret 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire de l'intervention de la loi 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

**VU** le décret 2017-1862 du 29 décembre 2017 relatif à l'expérimentation territoriale d'un droit de dérogation reconnu au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé ;

**VU** l'arrêté n° 80-2831 du 22 juillet 1980, portant agrément d'une entreprise de transports sanitaires ;

**VU** l'arrêté du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

**VU** l'arrêté du 5 octobre 1995 relatif à l'autorisation de mise en service des véhicules et des installations matérielles affectés aux transports sanitaires ;

**VU** l'arrêté du 4 février 2017 portant délégation de signature à Madame Anne HUBERT, Déléguée départementale des Alpes de Haute-Provence ;

**VU** l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres ;

**VU** l'arrêté du 13 juin 2018 pris en application du décret 2017-1862 du 29 décembre 2017 portant droit à dérogation, à titre expérimental, à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires fixée par arrêté du 21 décembre 2017 ;

**VU** la décision du 14 septembre 2018 portant modification de l'agrément n° 11-04 de la société de transports sanitaires « SAS AMBULANCES DE MANOSQUE – 04100 MANOSQUE » ;

**CONSIDERANT** la transmission des pièces et de l'engagement de conformité de la société en date du 10 octobre 2018, relatif au remplacement du VSL immatriculé CL 257 WZ par un autre VSL immatriculé FA 491 DY ;

**SUR** proposition de la Déléguée départementale des Alpes de Haute-Provence de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur ;



## DECIDE

**Article 1 :** La décision du 14 septembre 2018 portant modification de l'agrément n° 11-04 de la société de transports sanitaires « SAS AMBULANCES DE MANOSQUE – 04100 MANOSQUE » est modifiée ainsi qu'il suit :

**Dénomination :** SAS AMBULANCES DE MANOSQUE  
**N° d'agrément :** 11-04  
**Gérant :** Monsieur Frédéric BASILE  
**Siège social :** 10 avenue Joliot Curie – Zone Industrielle Saint Joseph – 04100 MANOSQUE  
**Téléphone :** 04.92.87.56.07

### Véhicules autorisés :

| Date       | Marque         | Catégorie/Type           | Immatriculation | N° série           |
|------------|----------------|--------------------------|-----------------|--------------------|
| 22/07/2014 | MERCEDEZ       | Ambulance C / Type A (B) | DH 645 SE       | WDF63960313891790  |
| 07/05/2015 | MERCEDEZ       | Ambulance C / Type A (B) | CT 488 EL       | WDF639603138000617 |
| 05/06/2015 | MERCEDEZ       | Ambulance C / Type A (B) | DR 439 TJ       | WDF44770313044075  |
| 26/05/2016 | RENAULT TRAFIC | Ambulance C / Type B     | 5393 MR 04      | VF1FFLBVB6BY354125 |
| 17/09/2015 | RENAULT TRAFIC | Ambulance C / Type A (B) | BE 259 BB       | VF1FLBV6BY354169   |
| 18/02/2017 | OPEL VIVARO    | Ambulance C / Type A (B) | EJ 449 YC       | WOL1F7119GV643055  |
| 18/02/2017 | OPEL VIVARO    | Ambulance C / Type A (B) | EJ 970 YB       | WOL1F7119GV643455  |
| 12/10/2017 | RENAULT TRAFIC | Ambulance C / Type A (B) | CG 557 VF       | VF1FLB1B6CY446797  |
| 22/11/2017 | PEUGEOT BOXER  | Ambulance C / Type B     | DM 532 VD       | VF3YCUMFB12567804  |
| 17/04/2018 | RENAUL TRAFIC  | Ambulance C / Type A (B) | CG 642 VF       | VF1FLB1B6CY446666  |
| 25/02/2014 | HYUNDAI        | VSL                      | DD 573 GW       | TMAD381UAEJ060476  |
| 20/01/2015 | HYUNDAI        | VSL                      | DN 988 FR       | TMAD381UAEJ080623  |
| 09/07/2015 | HYUNDAI        | VSL                      | DB 222 NX       | TMAB351UAEJ088745  |
| 19/07/2016 | FIAT           | VSL                      | ED 077 YV       | ZFA35600006D18965  |
| 12/08/2016 | FIAT           | VSL                      | EE 633 FN       | ZFA35600006D18964  |
| 16/11/2016 | SKODA          | VSL                      | DW 886 LF       | TMBEL6NH4F4550172  |
| 12/10/2017 | SKODA          | VSL                      | EQ 373 MB       | TMBEE6NH5J4511187  |
| 25/06/2018 | FIAT           | VSL                      | EY 287 JJ       | ZFA35600006L05909  |
| 05/07/2018 | FIAT           | VSL                      | EY 249 JJ       | ZFA35600006L05865  |
| 04/09/2018 | FIAT TIPO      | VSL                      | EZ 113 DL       | ZFA35600006L05912  |
| 10/10/2018 | FIAT TIPO      | VSL                      | FA 491 DY       | ZFA35600006L05910  |

### Véhicule hors quota :

| Date       | Marque | Catégorie / Type              | Immatriculation | N° série        |
|------------|--------|-------------------------------|-----------------|-----------------|
| 31/03/2016 | FIAT   | Ambulance (utilisée par SAMU) | BM 644 ZH       | ZF2500000325381 |

**Véhicules radiés :**

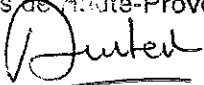
| Date       | Marque         | Catégorie / Type         | Immatriculation | N° série           |
|------------|----------------|--------------------------|-----------------|--------------------|
| 03/04/2018 | RENAULT TRAFIC | Ambulance C / Type A (B) | BE 152 BB       | VF1FFLBVB6BY354125 |
| 25/06/2018 | SKODA          | VSL                      | BS 730 YA       | TMBDT21Z8C8006216  |
| 04/07/2018 | CITROËN        | VSL                      | CL 240 QB       | VF7NC9HR8BY527818  |
| 04/09/2018 | HYUNDAI        | VSL                      | DE 002 BY       | TMAD381UAEJ063193  |
| 10/10/2018 | CITROËN        | VSL                      | CL 257 WZ       | VF7RD9HLOCL532710  |

**Article 2 :** La présente décision peut être contestée par voie de recours gracieux auprès du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur et / ou de recours contentieux devant la juridiction administrative territoriale compétente dans un délai de 2 mois à compter de sa publication pour les tiers et de sa notification pour les intéressés.

**Article 3 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Déléguée Départementale des Alpes de Haute-Provence sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Alpes de Haute-Provence.

Digne les Bains, le 11 octobre 2018

La Déléguée Départementale  
des Alpes de Haute-Provence,

  
Anne HUBERT,



Délégation départementale des Alpes de Haute-Provence  
Pôle animation des politiques territoriales  
Service réglementation sanitaire

Réf : DD04-1018-7595-D

Décision du 12 octobre 2018  
Portant modification de l'agrément n° 36-04 de transports sanitaires terrestres de la société  
« AMBULANCES ALIZES – 04700 ORAISON »  
Remplacement d'un VSL

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé  
Provence-Alpes-Côte d'Azur

**VU** le code de la santé publique, notamment ses articles L. 6312-1 à L. 6313-1 et R. 6312-1 à R. 6314-26 ;

**VU** l'ordonnance 2010-177 du 23 février 2010 de coordination avec la loi 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

**VU** le décret 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire de l'intervention de la loi 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

**VU** le décret 2017-1862 du 29 décembre 2017 relatif à l'expérimentation territoriale d'un droit de dérogaion reconnu au directeur général de l'agence régionale de santé ;

**VU** l'arrêté du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

**VU** l'arrêté n° 91-177 en date du 29 janvier 1991, portant agrément de l'entreprise de transports sanitaires « AMBULANCES ALIZES – 04700 ORAISON »

**VU** l'arrêté du 5 octobre 1995 relatif à l'autorisation de mise en service des véhicules et des installations matérielles affectés aux transports sanitaires ;

**VU** l'arrêté du 4 février 2017 portant délégation de signature à Madame Anne HUBERT, Déléguée départementale des Alpes de Haute-Provence ;

**VU** l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres ;

**VU** l'arrêté du 13 juin 2018 pris en application du décret 2017-1862 du 29 décembre 2017 portant droit à dérogation, à titre expérimental, à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires fixée par arrêté du 21 décembre 2017 ;

**VU** la décision du 13 juin 2017 portant modification de l'agrément n° 36-04 de la société de transports sanitaires « AMBULANCES ALIZES – 04190 ORAISON » ;

**CONSIDERANT** la transmission des pièces et de l'engagement de conformité de la société en date du 11 octobre 2018, relatif au remplacement du VSL immatriculé CF 381 NV par un autre VSL immatriculé FA 523 YP ;

**SUR** proposition de la Déléguée départementale des Alpes de Haute-Provence de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte-d'Azur ;



## DECIDE

**Article 1 :** La décision du 13 juin 2017 portant modification de l'agrément n° 36-04 de la société de transports sanitaires « AMBULANCES ALIZES – 04190 ORAISON » est modifiée ainsi qu'il suit :

**Dénomination :** AMBULANCES ALIZES

**N° d'agrément :** 36-04

**Gérants :** Mesdames Corinne COLLOT, Christelle CARRIER, Messieurs Jean NALIN, Marc BOGGIATTO, Philippe COSTE

**Siège social :** 1 avenue Abdon Martin – 04700 ORAISON

**Téléphone :** 04.92.78.70.67

### Véhicules autorisés :

| Date       | Marque      | Catégorie/Type           | Immatriculation | N° série          |
|------------|-------------|--------------------------|-----------------|-------------------|
| 31/08/2011 | RENAULT     | Ambulance C / Type A (B) | BT 171 BH       | VF1FLAHA6BY383848 |
| 27/03/2014 | MERCEDEZ    | Ambulance C / Type A (B) | DD 784 BE       | WDF63960313849749 |
| 03/11/2016 | FORD        | Ambulance C / Type A (B) | EG 909 DM       | WF01XXTTG1FS18582 |
| 04/11/2016 | FIAT        | VSL                      | ED 078 PA       | ZFA35600006C87572 |
| 14/06/2017 | FIAT        | VLS                      | EL 569 FG       | ZFA35600006F71119 |
| 12/10/2018 | TYOTA AURIS | VSL                      | FA 523 YP       | SB1MS3JE70E461727 |

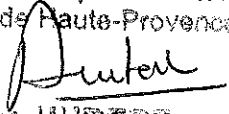
### Véhicules radiés :

| Date       | Marque          | Catégorie / Type | Immatriculation | N° série          |
|------------|-----------------|------------------|-----------------|-------------------|
| 12/10/2018 | RENAULT FLUENCE | VSL              | CF 381 NV       | VF1LZBD0647372295 |

**Article 2 :** La présente décision peut être contestée par voie de recours gracieux auprès du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte-d'Azur et / ou de recours contentieux devant la juridiction administrative territoriale compétente dans un délai de 2 mois à compter de sa publication pour les tiers et de sa notification pour les intéressés.

**Article 3 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte-d'Azur et la Déléguée Départementale des Alpes de Haute-Provence sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Alpes de Haute-Provence.

Digne les Bains, le 12 octobre 2018

La Déléguée Départementale  
des Alpes de Haute-Provence,  
  
Anne HUBERT

Délégation départementale des Alpes de Haute-Provence  
Pôle animation des politiques territoriales  
Service réglementation

**Décision du 18 octobre 2018**  
**Portant modification de l'agrément n° 21-04 de la société de transports sanitaires terrestre**  
**«SARL AMBULANCES GRYSÉLIENNES – 04800GREOUX LES BAINS»**  
**Changement de Gérant**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé  
Provence-Alpes-Côte-d'Azur

**VU** le code de la santé publique, notamment ses articles L. 6312-1 à L. 6313-1 et R. 6312-1 à R. 6314-26 ;

**VU** l'ordonnance 2010-177 du 23 février 2010 de coordination avec la loi 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

**VU** le décret 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire de l'intervention de la loi 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

**VU** le décret 2017-1862 du 29 décembre 2017 relatif à l'expérimentation territoriale d'un droit de dérogation reconnu au directeur général de l'agence régionale de santé ;

**VU** l'arrêté du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

**VU** l'arrêté du 5 octobre 1995 relatif à l'autorisation de mise en service des véhicules et des installations matérielles affectés aux transports sanitaires ;

**VU** l'arrêté n° 2005-1621 en date du 1<sup>er</sup> juillet 2005, portant cession d'une entreprise de transports sanitaires avec autorisation de mise en service des véhicules à Madame PALPAN-COSMA et Messieurs COSMA et FIGUIERE ;

**VU** l'arrêté du 4 février 2017 portant délégation de signature à Madame Anne HUBERT, Déléguée départementale des Alpes de Haute-Provence ;

**VU** l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres ;

**VU** la décision du 24 mai 2018 portant modification de l'agrément n° 21-04 de la société de transports sanitaires « SARL AMBULANCES GRYSÉLIENNES – 04800 GREOUX LES BAINS » ;

**CONSIDERANT** la transmission du nouveau Kbis de la société « SARL AMBULANCE GRYSÉLIENNES – 04800 GREOUX LES BAINS »

**SUR** proposition de la Déléguée départementale des Alpes de Haute-Provence de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte-d'Azur ;



## DECIDE

**Article 1 :** La décision du 24 mai 2018 portant modification de l'agrément n° 21-04 de la société de transports sanitaires « SARL AMBULANCES GRYSÉLIENNES – 04800 GREOUX LES BAINS » est modifiée ainsi qu'il suit :

**Dénomination :** SARL AMBULANCES GRYSÉLIENNES  
**N° d'agrément :** 21-04  
**Gérant :** Monsieur Thibault FIGUIERE  
**Siège social :** 83 chemin de la rivière – 04800 GREOUX LES BAINS  
**Téléphone :** 04.92.74.27.11

### Véhicules autorisés :

| Date       | Marque         | Catégorie/Type       | Immatriculation | N° série          |
|------------|----------------|----------------------|-----------------|-------------------|
| 17/12/2015 | RENAULT TRAFIC | Ambulance C type A/B | DX 419 VR       | VF12FL10353333622 |
| 29/09/2016 | RENAULT TRAFIC | Ambulance C type A/B | EF 799 GE       | VF11FL10354517264 |
| 05/04/2017 | OPEL           | Ambulance C type A/B | EK 566 TA       | WOLF7G609GV660412 |
| 02/06/2015 | FORD           | VSL                  | DR 326 LP       | WF0JXXGCBJFC77970 |
| 24/10/2016 | CITROËN        | VSL                  | EG 747 CB       | VF7NCBHY6GY560207 |
| 24/05/2018 | RENAULT MEGANE | VSL                  | EX 183 LN       | VF1RFB00059651745 |

### Véhicule radié :

| Date       | Marque         | Catégorie / Type | Immatriculation | N° série          |
|------------|----------------|------------------|-----------------|-------------------|
| 15/02/2018 | CITROËN        | VSL              | DK 318 MQ       | VF7NC9HPOEY571778 |
| 17/05/2018 | RENAULT MEGANE | VSL              | ET 773 SG       | VF1RFB00759460854 |

**Article 2 :** La présente décision peut être contestée par voie de recours gracieux auprès du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte-d'Azur et / ou de recours contentieux devant la juridiction administrative territoriale compétente dans un délai de 2 mois à compter de sa publication pour les tiers et de sa notification pour les intéressés.

**Article 3 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte-d'Azur et la Déléguée Départementale des Alpes de Haute-Provence sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Alpes de Haute-Provence.

Digne les Bains, le 18 octobre 2018

Pour le directeur général et par délégation  
la déléguée départementale  
des Alpes de Haute-Provence



Anne HUBERT

PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

DELEGATION DÉPARTEMENTALE  
DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE  
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR  
Service Santé Environnement

Digne-les-Bains, le 30 octobre 2018

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2018-303-006**

**ALIMENTATION EN EAU DESTINÉE  
À LA CONSOMMATION HUMAINE  
Commune de ROUGON**

**Mise en conformité du forage des Légunes**

- PORTANT DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE :
  - DES TRAVAUX DE DÉRIVATION DES EAUX
  - DES PÉRIMÈTRES DE PROTECTION AUTOUR DU CAPTAGE ET L'INSTITUTION DE SERVITUDES DANS CES PÉRIMÈTRES
  
- PORTANT AUTORISATION D'UTILISER DE L'EAU POUR LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION AU PUBLIC D'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE

**LE PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE**  
*Chevalier de l'ordre national du Mérite*

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1321-1 à L. 1321-10, L. 1324-3, L. 1312-1 et R. 1321-1 à R. 1321-68 ;

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L. 215-13, L. 214-1 à L. 214-19, L. 211-1 à 13 et R. 214-1 à 60 ;

VU le Code de l'Expropriation pour Cause d'Utilité Publique et notamment les articles L. 11-5, L. 11-7, L. 13-2, R. 11-1 à 14 et R. 11-21 ;

VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 211-1, L. 126-1, L. 421-1, R. 422-2, R. 126-1 à R. 126-3, R. 123-23 ;

VU le Code Rural et notamment les articles L. 151-37-1, R. 152-29 et R. 114-1 à 10 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2224-1 à 7, D. 2224-1 à 5 ;

VU le Code Minier et notamment les articles 131 et suivants ;

VU le Code Forestier et notamment les articles R. 412-19 à R. 412-27 ;

**VU** l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'Environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

**VU** l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'Environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

**VU** l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du Code de la Santé Publique ;

**VU** l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du Code de la Santé Publique ;

**VU** l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R. 1321-6 à R. 1321-12 et R. 1321-42 du Code de la Santé pPblique ;

**VU** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse (SDAGE – RMC) 2010-2015, adopté par le comité de bassin et approuvé par le Préfet coordonnateur de bassin le 20 novembre 2009 ;

**VU** la délibération de la commune de Rougon du 15 septembre 2017 approuvant le projet et demandant l'ouverture des enquêtes d'utilité publique et parcellaire et demandant de déclarer d'utilité publique :

- la dérivation des eaux pour la consommation humaine,
- l'instauration des périmètres de protection du captage,

et de l'autoriser à délivrer au public de l'eau destinée à la consommation humaine ;

**VU** le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, M. Pierre Arlhac pour le département des Alpes-de-Haute-Provence, relatif à l'instauration des périmètres de protection pour le forage des Légunes, du 20 mai 2014 ;

**VU** le dossier soumis à l'enquête publique et parcellaire ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2018-142-027 du 22 mai 2018 portant ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;

**VU** les conclusions et l'avis du commissaire enquêteur du 21 août 2018 ;

**VU** l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du 24 octobre 2018,

## **CONSIDÉRANT QUE**

- les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Rougon énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;
- l'instauration des périmètres de protection permet d'assurer la protection de la qualité des eaux prélevées et qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine sur la commune de Rougon ;

**SUR PROPOSITION** du Directeur de l'Agence Régionale de Santé Provence Alpes Côte d'Azur,

## **ARRÊTE**

### **CHAPITRE 1 :**

### **DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE, PRÉLÈVEMENT DE L'EAU ET PROTECTION SANITAIRE**

#### **ARTICLE 1 : DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE**

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice de la commune de Rougon :

- les travaux réalisés en vue de la dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine à partir du forage des Légunes sis sur la commune de Rougon ;
- la création d'un périmètre de protection immédiate dont les terrains sont et doivent demeurer la pleine propriété de la commune de Rougon, d'un périmètre de protection rapprochée autour des ouvrages de captage et l'institution des servitudes associées pour assurer la protection des ouvrages et de la qualité de l'eau.

#### **ARTICLE 2 : AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT DE L'EAU**

La commune de Rougon est autorisée à prélever et à dériver une partie des eaux souterraines au niveau du forage des Légunes dans les conditions fixées par le présent arrêté.

#### **ARTICLE 3 : CARACTÉRISTIQUES, LOCALISATION ET AMÉNAGEMENT DU CAPTAGE**

Le forage des Légunes se situe à 932 m au lieu-dit les Légunes sur la commune de Rougon. L'ouvrage créé en 2012 est profond de 54 mètres, les premières venues d'eau se situent à une profondeur de 39 mètres.

La tête du forage a été surmontée d'un local technique fermé par une porte métallique. Ce local abrite également le système de commande électrique de la pompe.

Le captage est situé sur la parcelle 1031 de la section B de la commune de Rougon.

Un autre forage situé à six mètres et créé à la même période, très peu productif, a été conservé en tant que piézomètre.

Les coordonnées géographiques du captage sont: X= 973 313, Y= 6 305 805 et Z=932 (Lambert 93)

#### **ARTICLE 4 : CONDITIONS DE PRÉLÈVEMENT**

##### **Les volumes maximaux de prélèvement :**

- débit maximum d'exploitation instantané pour le forage des Légunes de 5 m<sup>3</sup>/h ;
- volume de prélèvement maximum journalier à partir du forage de 50 m<sup>3</sup>;
- volume de prélèvement maximum annuel pour le forage des Légunes de 12 000 m<sup>3</sup>;
- volume de prélèvement maximum annuel pour l'ensemble de l'unité de distribution de la commune de Rougon de 13 500 m<sup>3</sup>.

⇒ La puissance des dispositifs de pompage de l'eau (évaluée en m<sup>3</sup>/h) du captage devra être adaptée aux volumes maximums de prélèvement autorisés et aux caractéristiques hydrogéologiques de la ressource en eau.

##### **Le comptage des volumes prélevés et distribués :**

En application de l'article L. 214-8 du Code de l'Environnement, les installations de captage doivent disposer d'un système de mesure. Ces dispositifs permettent également d'établir le rapport Technique et Financier en application du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'exploitant est tenu de conserver 3 ans les dossiers correspondant à ces mesures et de les tenir à la disposition de l'autorité administrative.

Les résultats de ces mesures doivent être communiqués annuellement au service de l'eau de la Direction Départementale des Territoires.

⇒ La fréquence des relevés de comptage des volumes prélevés devra se conformer aux éventuelles mesures établies dans le cadre d'une gestion de la sécheresse.

⇒ Afin de mettre en place une gestion optimale, des compteurs totalisateurs pourront être placés en sortie des réservoirs, sur les conduites de distribution. Le comptage des volumes devra être relevé mensuellement (unité : mètre cube).

#### **ARTICLE 5 : SITUATION DE L'OUVRAGE ET DU PRÉLÈVEMENT PAR RAPPORT À LA NOMENCLATURE « EAU »**

##### **• Les ouvrages de prélèvement de l'eau :**

Les ouvrages de captage de l'eau sont soumis à déclaration au titre du Code de l'Environnement et relèvent de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature des opérations soumises à Autorisation ou à Déclaration établie par l'article R. 214-1 du Code de l'Environnement : « Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau ».

##### **• Le prélèvement de l'eau :**

La nature du prélèvement de l'eau renvoi à la rubrique d'instruction 1.1.2.0. de la nomenclature des opérations soumises à Autorisation ou à Déclaration établie par l'article R. 214-1 du Code de l'Environnement.

Le volume annuel de prélèvement d'eau à partir du forage des Légunes est compris entre 10 000 et 200 000 m<sup>3</sup> ; ce captage est donc soumis à déclaration.



## **ARTICLE 6 : RENDEMENT DU RÉSEAU DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE**

Le réseau de distribution d'eau potable doit être surveillé en permanence afin de déceler notamment les problèmes d'étanchéité des canalisations et d'y remédier.

La commune doit mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour diminuer les fuites sur le réseau et améliorer le rendement du réseau.

En application de l'article L. 211-1 du Code de l'Environnement, les systèmes de mesure mis en place doivent permettre une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau. Dans ce cadre, et en application des articles D. 213-74-1 et D. 213-75 du Code de l'Environnement, les réseaux devront être remis en état afin d'atteindre un rendement égal à 85% ou à une valeur de 65% augmentée du cinquième de l'Indice Linéaire de Consommation.

Le rendement de réseau devra être établi comme critère d'appréciation dans le rapport financier et technique du service public d'eau potable, conformément aux articles L. 2224-5 et D. 2224-1 à 5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

## **ARTICLE 7 : INDEMNISATIONS ET DROIT DES TIERS**

Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires des terrains ou aux occupants concernés par l'exploitation du forage des Légunes sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Les indemnités dues sont à la charge de la commune de Rougon.

## **ARTICLE 8 : PÉRIMÈTRES DE PROTECTION DU CAPTAGE**

Des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour des installations de captage.

Ces périmètres s'étendent conformément aux indications du plan parcellaire joint au présent arrêté.

### **ARTICLE 8.1: DISPOSITIONS COMMUNES AUX PÉRIMÈTRES DE PROTECTION IMMÉDIATE, RAPPROCHÉE ET ÉLOIGNÉE**

• En règle générale, toute activité doit prendre en compte la protection des ressources en eau souterraine de ce secteur dans le cadre de la réglementation applicable à chaque projet.

Tout dossier relatif à des projets d'installations, d'activités, de travaux, de dépôts, d'ouvrages, d'aménagement ou d'occupation du sol doit faire l'objet d'un examen attentif des autorités chargées de l'instruire en ce qui concerne les risques éventuels de transfert de substances polluantes en direction de l'aquifère. Les dossiers doivent comporter les éléments d'appréciation à cet effet.

• Postérieurement à la date de publication du présent arrêté, tout propriétaire ou gestionnaire d'un terrain, d'une installation, d'une activité, d'un ouvrage ou d'une occupation du sol réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification, devra faire connaître son intention à l'Agence Régionale de Santé en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau,
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements susceptibles de lui être demandés. L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique au frais du pétitionnaire.

- Les prescriptions des périmètres de protection peuvent être révisées, par décision préfectorale, à tout moment en fonction des résultats du contrôle sanitaire effectué sur les eaux par un service habilité, notamment en cas de dépassement des normes de potabilité d'un ou plusieurs des paramètres analysés, de manière répétée et récurrente ou significativement élevée, et faisant apparaître une dégradation de la qualité de l'eau.
- Toutes mesures devront être prises pour que la commune de Rougon et l'Agence Régionale de Santé soient avisées sans retard de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur des périmètres de protection.
- La création de nouveaux captages destinés à l'alimentation en eau potable devra faire l'objet d'une nouvelle définition de périmètres de protection. Ces nouveaux ouvrages devront être autorisés au titre des Codes de l'Environnement et de la Santé Publique et être pourvus d'une déclaration d'utilité publique.

#### **ARTICLE 8.2 : PÉRIMÈTRES DE PROTECTION IMMÉDIATE**

- Le périmètre de protection immédiat est inclus dans la parcelle n°1031 section B de la commune de Rougon. Il est délimité conformément au plan joint en annexe. Sa surface est de 450m<sup>2</sup> environ. Cette parcelle est communale.
- Des servitudes sont instituées sur les terrains du périmètre de protection immédiate suivant les prescriptions suivantes :

#### **PRESCRIPTIONS DES PÉRIMÈTRES DE PROTECTION IMMÉDIATE**

- Les terrains des périmètres de protection immédiate doivent demeurer la propriété de la commune de Rougon.
- Aucun ouvrage de captage supplémentaire ne peut être réalisé, sauf autorisation préfectorale préalable.
- Seules sont autorisées les activités liées à l'alimentation en eau potable et à condition qu'elles ne provoquent pas de pollution de l'eau captée.
- Toutes les dispositions sont prises pour que les véhicules des services chargés du contrôle sanitaire des eaux, de l'entretien et de la maintenance des installations aient un accès permanent aux périmètres de protection immédiate.
- La surface du PPI sera régulièrement entretenue par fauchage de la couverture herbacée et destruction mécanique des repousses arbustives ; l'usage d'herbicides est interdit.

- Les ouvrages doivent être fermés à clé. Un grillage ou un clapet anti-retour doit être apposé au niveau des ouvertures, en particulier des sur verses et vidanges, afin d'éviter l'intrusion d'animaux ou des actes de malveillance.
- Les ouvrages doivent être nettoyés et désinfectés au minimum annuellement et aussi souvent que nécessaire.
- La tête du piézomètre doit être verrouillée.
- Le périmètre doit être clos par un grillage de 1.80 m de haut minimum et les accès doivent être verrouillés dans un délai de deux ans à compter de la signature du présent arrêté.
- Travaux à réaliser en bordure immédiate du PPI :
  - étanchéification de la piste attenante sur toute la longueur du PPI et jusqu'à cinq mètres de part et d'autre du PPI ;
  - création d'un caniveau de récupération des eaux pluviales côté nord (opposé au PPI), pose d'une busé étanche sous le chemin et d'un exutoire en aval de la bordure sud du PPI.
  - création d'un merlon côté sud (bordure externe du PPI);
  - installation de panneaux de limitation de vitesse et de deux ralentisseurs sur la portion de piste étanche.

### **ARTICLE 8.3 : PÉRIMÈTRE DE PROTECTION RAPPROCHÉE**

- Le PPR est scindé en deux PPR distincts, ayant des vulnérabilités et des problématiques différentes.

Le PPR Nord concerne les parcelles B146, D288, D290, D291, D292, D293, D294, D295, D296, D297, D299, D447, D448, D449, D450, D451, D452, D453, D454, D455, D456, D473, D300, D301, D302, D303, D304, D305, D306, D307, D280 pour partie, D472 pour partie.

Le PPR Sud concerne les parcelles D320, D321, D322, D323, D324, D325, D326, D328, D329, D331, D332, D333, D337, D338, D340, D341, D342, D344, D346, D348, D349, D350, D354, D355, D356, D357, D358, D359, D361, D363, D364, D365, D366, D368, D369, D370, D371, D411, D412, D413, D414, D419, D420, D421, D422, D423, D424, D425, D429, D431, D432, D433, D434, D435, D436, D437, D439, D440, D444, D445, D446, D460, D461, D464, D465, D466, D467, D468, D469, D471, D474, D475, D476, B1027, B1034, B1035, B1036, B1037, B1038, B1040, B1041, B1042, B1043, B1044, B1045, B1046, B1047, B1048, B1049, B1050, B1051, B1052, B1053, B1054, B1055, B1056, B1057, B1058, B1059, B1060, B1061, B1062, B1063, B1064, B1065, B1066, B1067, B1068, B1069, B1070, B1071, B1072, B1073, B1607, B1717, B1718, B1719, B1720, B1722, B1723, B1724, B1725, B1726, B1031 pour partie.

- Des servitudes sont instituées sur les terrains du périmètre de protection rapprochée suivant les prescriptions suivantes :

## PRESRIPTIONS DU PÉRIMÈTRE DE PROTECTION RAPPROCHÉE SUD

Dans ce périmètre sont interdits toute activité, installation, travaux, dépôt, ouvrage, aménagement ou occupation du sol de nature à nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux, et en particulier:

- La création de forages ou sondages privés. Seul peuvent être autorisés les puits privés peu profonds qui exploitent la nappe phréatique du plateau de La Tièye à la condition qu'ils ne fassent pas l'objet de surcreusement ;
- Les constructions nouvelles ou la réhabilitation en unités d'habitation non raccordées au réseau communal d'égout ainsi que l'utilisation de citernes de fuel non conformes à la législation pour substratum vulnérable ;
- Les dépôts de déchets de toute nature (déchets domestiques, végétaux, encombrants, gravas et plâtras, tas de fumier) ainsi que tous stockages, rejets et/ou épandage de tous produits ou de matière polluantes : hydrocarbures, produits chimiques, fumiers, lisiers, purins, boues de station d'épuration, engrais, compost élaborés à partir de déchets organiques ou des boues de station d'épuration, produits phytosanitaires, eaux usées, etc ;
- La création de camping et la création d'aire de loisirs, de plans d'eau, de piste pour motocross, trial, quads... ;
- La création de carrières dans le rocher (granulats) ou les éboulis (tout venant) ainsi que les excavations du sol et du sous-sol (notamment les terrassements, les travaux souterrains, les forages, la création de routes, de pistes forestières ou pastorales, la pose de pylônes, les prélèvements de matériaux et l'ouverture de carrières, etc.), ainsi que les tirs de mines en l'emploi d'explosifs ;
- La création de dépôts d'hydrocarbures ;
- Le stockage, l'emploi et l'épandage d'engrais, de lisiers et de produits phytosanitaires (désherbants, débroussaillants, pesticides, fongicides, herbicides, etc.), que ce soit en usage forestier, agricole ou routier ;
- Toute ouverture de piste forestière sans étude préalable validée par l'ARS ;
- Toute coupe forestière rase. Les peuplements forestiers seront traités en fûtée irrégulière ou jardinée, afin de favoriser un couvert forestier permanent ;
- Le ravitaillement en hydrocarbures des engins nécessaire à l'exploitation forestière.
- Les sites d'engrainage ou de fourrage pour la faune sauvage et plus généralement toute action permettant sa concentration en un point ;
- L'enfouissement de cadavres d'animaux et/ou leur destruction sur place ;
- L'infiltration d'eaux usées, même traitées ;
- Les installations à usage agricole, notamment celles destinées à abriter le bétail ;
- La stabulation des troupeaux ;
- De manière générale tout rejet ou dépôt d'ordures ménagères, d'immondices, de détritiques ou de produits et matières polluantes, ainsi que toute activité susceptible d'altérer directement ou indirectement la qualité des eaux superficielles ou souterraines ;

Les activités suivantes seront réglementées, sous réserve que les analyses de surveillance ne fassent pas apparaître une dégradation de la qualité des eaux liée à ces usages :

- Fertilisation raisonnée (minimale et indispensable) des près du plateau de Tièye peut être tolérée à la condition que la nature et les quantités de produits soient communiquées à la Mairie.
- **Aucune fertilisation ne sera autorisée sur la parcelle B. 1031.**
- Le pacage occasionnel d'ovins et/ou caprins ne pourra être toléré qu'à la condition que le décompte des têtes de bétail soit connu de la Mairie de Rougon.

## **PRESCRIPTIONS DU PÉRIMÈTRE DE PROTECTION RAPPROCHÉE NORD**

Sont interdites toutes les activités citées dessus ainsi que :

- L'installation à demeure de pratiques équestres ;
- La circulation d'engins motorisés
- La création de piste forestière sans étude préalable.

La pratique de la randonnée doit être réglementée, le camping sauvage ou organisé est interdit.

## **CHAPITRE 2: PRODUCTION ET DISTRIBUTION DE L'EAU POTABLE**

### **ARTICLE 9 : AUTORISATION DE PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION D'EAU POUR LA CONSOMMATION HUMAINE**

La commune de Rougon est autorisée à utiliser l'eau du forage des Légunes pour la production et la distribution au public d'eau destinée à la consommation humaine, dans le respect des modalités suivantes :

- les réseaux d'adduction et de distribution et les réservoirs doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur ;
- les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique et ses textes d'application ;
- le forage des Légunes alimente en complément de la source de Cagarelle le réseau communal de Rougon.
- 

L'eau produite alimente le village de Rougon puis par la suite l'Auberge du point sublime sera raccordée sur le réseau communal.

### **ARTICLE 10 : PROTECTION DE L'ADDUCTION ET DE LA DISTRIBUTION**

- Toute connexion particulière au réseau d'adduction et de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine ne doit pas perturber le fonctionnement du réseau initial ou engendrer une détérioration de la qualité de l'eau distribuée. En particulier, l'ouvrage de connexion doit être muni d'un dispositif de disconnexion certifié anti-pollution et vérifié périodiquement dans le cadre d'un contrat de maintenance. Ce dispositif doit empêcher les phénomènes de retour d'eau.
- Toute connexion particulière au réseau d'adduction et de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine est soumise à autorisation de la commune de Rougon.
- Les surverses des réservoirs doivent être munies d'un grillage ou d'un clapet anti-retour afin d'éviter l'intrusion des petits animaux.

### **ARTICLE 11 : AUTORISATION DE TRAITEMENT DE L'EAU**

- Le dispositif de désinfection existant (chloration) doit être maintenu au réservoir de stockage.

- Tout projet de modification de la filière de traitement ou des produits utilisés doit faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès de l'Agence régionale de santé.
- Le manquement aux objectifs de qualité microbiologique de l'eau distribuée doit conduire notamment à une évaluation de l'efficacité du dispositif de désinfection de l'eau et, en cas de besoin, à une modification de la filière désinfection.
- Dans le cas d'une modification significative de la qualité de l'eau brute mettant en cause l'efficacité du traitement, la présente autorisation pourra être modifiée par décision préfectorale.
- La commune de Rougon doit maintenir à un niveau satisfaisant les connaissances techniques et théoriques des personnes en vue de l'utilisation du dispositif de traitement de l'eau. Le cas échéant, la commune de Rougon doit assurer une formation adaptée aux personnes concernées ou souscrire un contrat de maintenance des dispositifs de traitement de l'eau auprès de l'opérateur de son choix.
- Seuls peuvent être utilisés les produits et procédés de traitement des eaux destinées à la consommation humaine autorisés par la réglementation en vigueur.

#### **ARTICLE 12 : SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DE L'EAU ET DES INSTALLATIONS**

- La commune de Rougon doit veiller au bon fonctionnement des systèmes de production, de traitement et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau distribuée. Les ouvrages de captage, les dispositifs de protection et de traitement et les systèmes de distribution doivent être régulièrement entretenus et contrôlés.
- En cas de difficulté particulière ou de dépassement des exigences de qualité, la commune de Rougon prévient l'Agence Régionale de Santé dès qu'elle en a connaissance. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites aux frais de l'exploitant. Tout dépassement des normes de qualité de l'eau devra faire l'objet d'une enquête pour en rechercher l'origine, de l'information de la population et de la mise en place d'actions correctives voire de la suspension provisoire de l'utilisation de cette eau en vue de la consommation humaine. En cas de persistance de ces dépassements, les autorisations pourront être retirées.
- L'exploitant doit s'assurer de la présence permanente d'un résiduel de désinfectant en tout point du réseau. A cet effet, il doit disposer de matériel de terrain permettant la mesure de résiduel de chlore.
- L'ensemble des mesures, interventions, travaux et observations est consigné dans un registre d'exploitation mis à disposition des agents des services de l'État.

#### **ARTICLE 13 : CONTRÔLE SANITAIRE DE LA QUALITÉ DE L'EAU**

La qualité de l'eau est contrôlée selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvements sont à la charge de la commune de Rougon selon les tarifs et modalités fixés par la réglementation en vigueur.

## **ARTICLE 14 : DISPOSITIONS PERMETTANT LES PRÉLÈVEMENTS ET LE CONTRÔLE DES INSTALLATIONS**

### Les possibilités de prise d'échantillon :

Un robinet de prise d'échantillon de l'eau traitée doit être installé en sortie du réservoir principal, en départ de distribution.

Ces robinets sont aménagés de façon à permettre :

- le remplissage des flacons : hauteur libre d'au moins 40 cm entre le robinet et le réceptacle permettant l'évacuation des eaux d'écoulement à l'extérieur du bâti ;
- le flambage du robinet ;
- l'identification de la nature et de la provenance de l'eau qui s'écoule (panonceau, plaque gravée).

### Les visites et contrôles sur place :

Les agents des services de l'État chargés de l'application du Code de la Santé Publique et du Code de l'Environnement ont constamment libre accès aux installations autorisées. Les exploitants responsables des installations sont tenus de laisser à leur disposition le registre d'exploitation.

### Les installations de surveillance :

Un système de télésurveillance (à minima alarme anti intrusion et suivi des installations et paramètres au niveau de la station de traitement et des réservoirs) doit être installé dans un **délai de deux ans** à compter de la signature du présent arrêté.

## **ARTICLE 15 : INFORMATION SUR LA QUALITÉ DE L'EAU DISTRIBUÉE**

Sont affichés en mairie, dans les deux jours ouvrés suivant la date de leur réception :

- l'ensemble des résultats d'analyses des prélèvements effectués au titre du contrôle sanitaire,
- les synthèses commentées établies par la Délégation Départementale de l'Agence Régionale de Santé sous forme de bilans sanitaires de la situation pour une période déterminée.

Les remarques essentielles formulées par la Délégation Départementale de l'Agence Régionale de Santé concernant la qualité de l'eau et la protection de la ressource devront apparaître annuellement sur la facture d'eau de chaque abonné, ainsi que les informations relatives au nombre et au pourcentage de branchements publics en plomb supprimés ou modifiés au cours de l'année écoulée.

## **CHAPITRE 3: DISPOSITIONS DIVERSES**

## **ARTICLE 16 : PLAN ET VISITE DE RÉCOLEMENT**

La commune de Rougon établit un plan de récolement des installations à l'issue de la réalisation de travaux. Celui-ci est adressé à la Délégation Départementale de l'Agence Régionale de Santé et à la Direction Départementale des Territoires dans un **délai de 3 mois** suivant l'achèvement de travaux. Après réception de ce document, une visite sera effectuée par les services de l'État en présence du maître d'ouvrage et de l'exploitant.

## **ARTICLE 17 : NOTIFICATIONS ET PUBLICITÉ DE L'ARRÊTÉ**

Le présent arrêté est transmis au demandeur en vue de :

- la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté ;
- de sa notification **sans délai** aux propriétaires ou ayant droits des parcelles concernées par les périmètres de protection, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ;
- la mise à disposition du public ;
- l'affichage en mairie pendant **une durée de deux mois** des extraits de celui-ci énumérant notamment les principales prescriptions auxquelles les ouvrages, les installations, les travaux ou les activités sont soumis.

Le procès verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage de l'arrêté est dressé par les soins du maire de la commune de Rougon.

Un extrait de cet arrêté est inséré, par les soins du préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux et régionaux.

Le maître d'ouvrage transmet à l'Agence Régionale de la Santé dans **un délai de 6 mois** après la date de la signature du préfet, une note sur l'accomplissement des formalités concernant la notification aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection rapprochée.

## **ARTICLE 18 : RESPECT DE L'APPLICATION DU PRÉSENT ARRÊTÉ**

Le bénéficiaire du présent acte de déclaration d'utilité publique et d'autorisation doit veiller au respect de l'application de cet arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

Tout projet de modification du système actuel de production et de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine de la commune de Rougon devra être déclaré au préfet, accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

Les propriétaires et exploitants des terrains compris dans les périmètres de protection subordonnent la poursuite de leurs activités au respect des obligations imposées pour la protection des eaux par le présent arrêté préfectoral

## **ARTICLE 19 : DÉLAI ET DURÉE DE VALIDITÉ**

Les installations, activités, dépôts, ouvrages et occupations du sol existants, ainsi que les travaux et aménagements décrits doivent satisfaire aux obligations du présent arrêté dans un **délai maximum de 2 ans** à compter de la signature du présent arrêté, sauf mention particulière précisée aux articles concernés.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

## **ARTICLE 20 : SERVITUDES ET INDEMNISATIONS**

Les servitudes de passage, le passage des canalisations, l'acquisition de parcelles, et les prescriptions dans les périmètres de protection qui découlent du projet et les éventuelles indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires et aux occupants des terrains font l'objet d'accords à l'amiable entre eux



Les servitudes de passage, le passage des canalisations, l'acquisition de parcelles, et les prescriptions dans les périmètres de protection qui découlent du projet et les éventuelles indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires et aux occupants des terrains font l'objet d'accords à l'amiable entre eux et la commune de Rougon. Faute d'accord à l'amiable, les procédures applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique seront appliquées.

#### **ARTICLE 21: DROIT DE RECOURS**

Toute personne désirant contester le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, saisir d'un recours contentieux le Tribunal Administratif de Marseille (22-24, avenue de Breteuil 13 281 Marseille cedex 06).

#### **ARTICLE 22 : SANCTIONS APPLICABLES EN CAS DE NON-RESPECT DE LA PROTECTION DES OUVRAGES**

##### **Non-respect de la déclaration d'utilité publique**

En application de l'article L. 1324-3 du Code de la Santé Publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique.

##### **Dégradation d'ouvrages, pollution**

En application de l'article L. 1324-4 du Code de la Santé Publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende le fait de :


- dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation,
- laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.

#### **ARTICLE 23 : MESURES EXÉCUTOIRES**

La Secrétaire Générale de la Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence, le Maire de la commune de Rougon, le Directeur Général de l'Agence Régionale de la Santé, Le Directeur Départemental des Territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture des-Alpes-de-Haute-Provence.

Pour le Préfet et par délégation,

La Secrétaire Générale



Myriam GARCIA

#### **Liste des annexes :**

Plan parcellaire - 2 pages

Etats Parcellaires - 7 pages




Département des Alpes de Haute Provence

Commune de **ROUGON**

## PERIMETRES DE PROTECTION

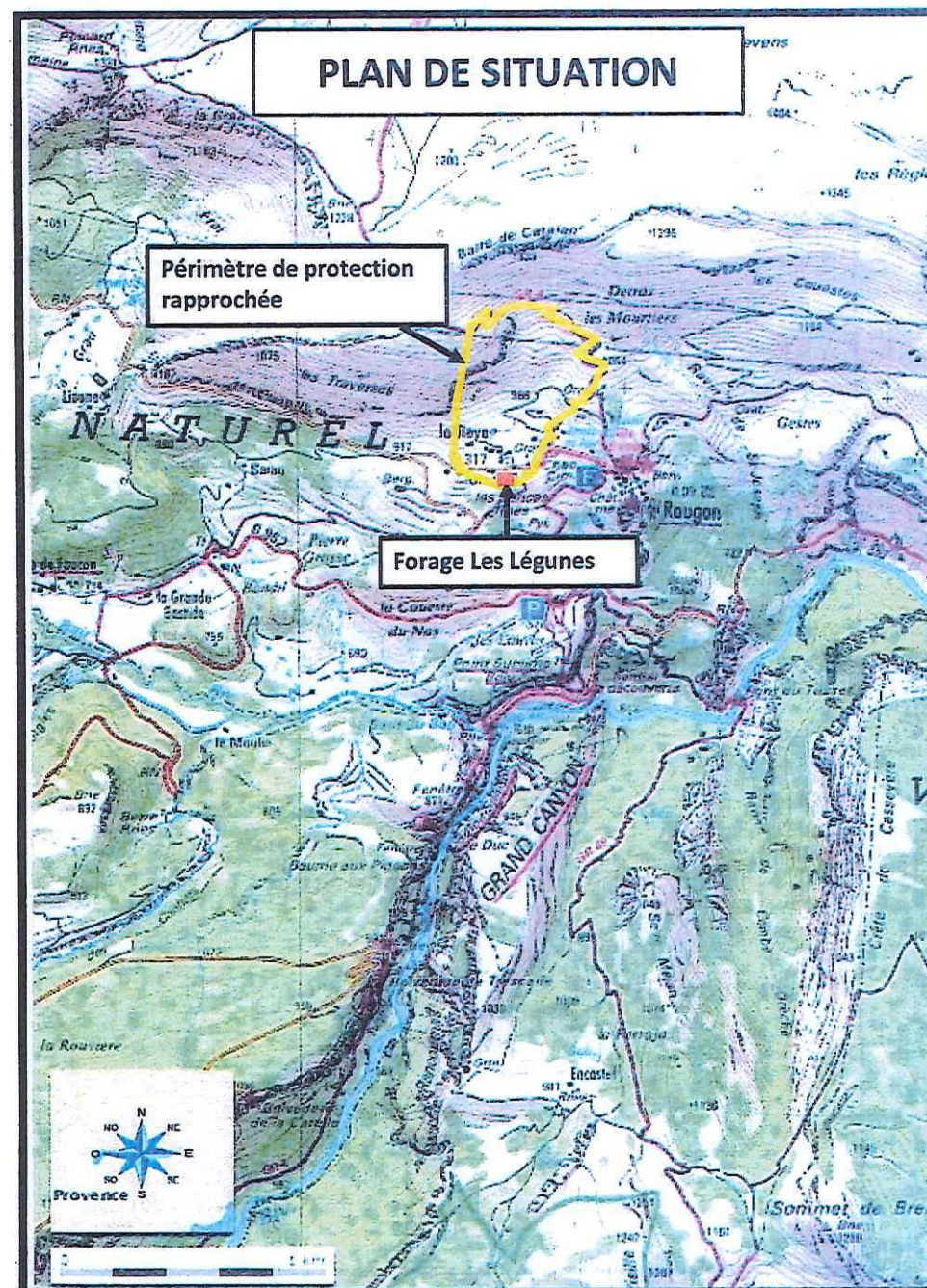
### Forage des LEGUNES

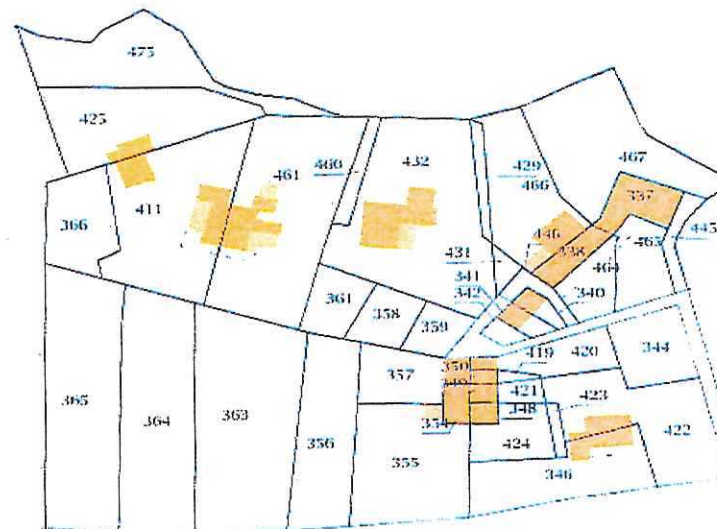
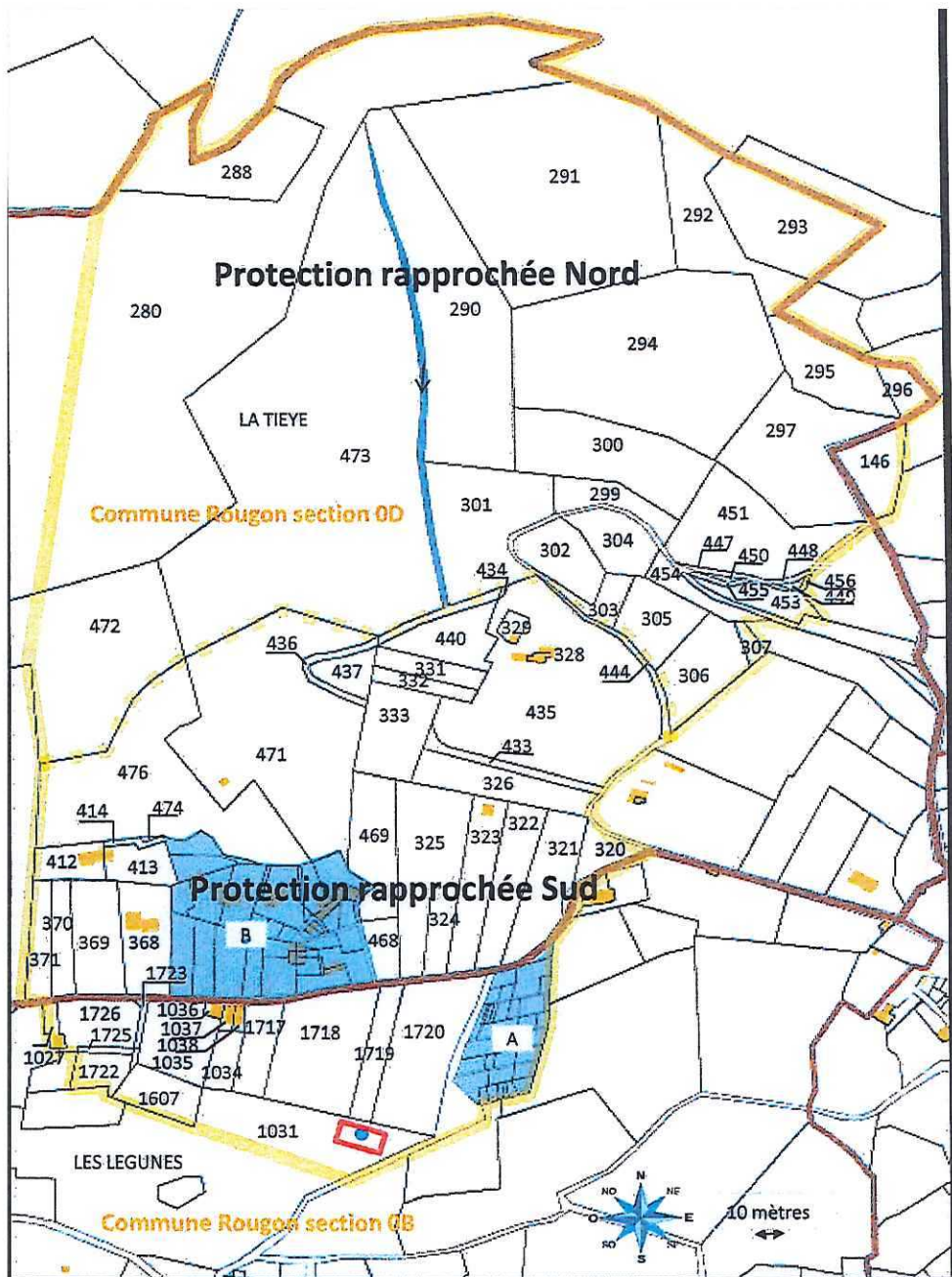
-  Forage
-  Périmètre de protection immédiate
-  Périmètre de protection rapprochée
-  Limite entre les secteurs Nord et Sud du périmètre de protection rapprochée
-  Limite de secteur cadastral

## PLAN PARCELLAIRE

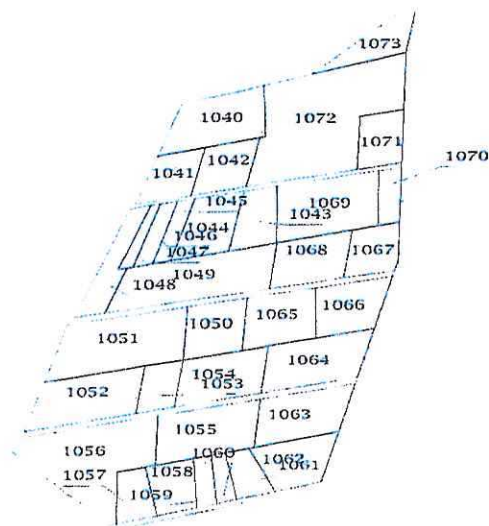
juillet 2016

Fond de plan cadastral issu du plan cadastral informatisé délivré par [cadastre.gouv.fr](http://cadastre.gouv.fr) du 29 juillet 2016





DETAIL B



DETAIL A



| Statut               | Dénomination Propriétaire                 | adresse  | section | N° de parcelle | Lieu dit      | Nature terrain   | Surface totale (m2) | emprise PPI (m2) | Emprise PPR Sud (m2) | Emprise PPR Nord (m2) |
|----------------------|---|--|---------|----------------|---------------|------------------|---------------------|------------------|----------------------|-----------------------|
| Toute propriété (TP) | COMMUNE DE ROUGON - N° SIREN : 210 401717 | Hôtel de Ville, Place Isidore Blanc 04120 ROUGON | D       | 280            | Les Traverses | Lande            | 340 320             |                  | 0                    | 297 604               |
|                      |   |  | D       | 320            | La Tieye      | Lande (vague)    | 800                 |                  | 800                  |                       |
|                      |   |  | D       | 342            | La Tieye      | Sol              | 24                  |                  | 24                   |                       |
|                      |   |  | D       | 433            | La Tieye      | Sol              | 725                 |                  | 725                  |                       |
|                      |   |  | D       | 434            | La Tieye      | Sol              | 15                  |                  | 15                   |                       |
|                      |   |  | D       | 436            | La Tieye      | Sol              | 500                 |                  | 500                  |                       |
|                      |   |  | D       | 439            | La Tieye      | Sol              | 480                 |                  | 480                  |                       |
|                      |   |  | D       | 447            | La Tieye      | Lande (paturage) | 152                 |                  | 152                  |                       |
|                      |   |  | D       | 448            | La Tieye      | Lande (paturage) | 92                  |                  | 92                   |                       |
|                      |   |  | D       | 449            | La Tieye      | Lande (paturage) | 50                  |                  | 50                   |                       |
|                      |   |  | D       | 450            | La Tieye      | Lande (paturage) | 70                  |                  | 70                   |                       |
|                      |   |  | D       | 452            | La Tieye      | Lande (vague)    | 330                 |                  | 330                  |                       |
|                      |   |  | D       | 453            | La Tieye      | Lande (vague)    | 960                 |                  | 960                  |                       |
|                      |   |  | D       | 454            | La Tieye      | Lande (vague)    | 880                 |                  | 880                  |                       |
|                      |   |  | D       | 455            | La Tieye      | Lande (vague)    | 120                 |                  | 120                  |                       |
|                      |   |  | D       | 456            | La Tieye      | Lande (paturage) | 96                  |                  | 96                   |                       |
|                      |   |  | B       | 1031           | Les Légunes   | Terre            | 20 150              | 450              | 4 190                |                       |
|                      |   |  | B       | 1041           | Les Légunes   | Prés             | 70                  |                  | 70                   |                       |
|                      |   |  | B       | 1045           | Les Légunes   | Prés             | 30                  |                  | 30                   |                       |
|                      |   |  | B       | 1046           | Les Légunes   | Prés             | 30                  |                  | 30                   |                       |
|                      |   |  | B       | 1048           | Les Légunes   | Prés             | 80                  |                  | 80                   |                       |
|                      |   |  | B       | 1051           | Les Légunes   | Prés             | 215                 |                  | 215                  |                       |
|                      |   |  | B       | 1057           | Les Légunes   | Prés             | 55                  |                  | 55                   |                       |
|                      |   |  | B       | 1058           | Les Légunes   | Prés             | 70                  |                  | 70                   |                       |
|                      |   |  | B       | 1060           | Les Légunes   | Prés             | 25                  |                  | 25                   |                       |
|                      |   |  | B       | 1061           | Les Légunes   | Prés             | 50                  |                  | 50                   |                       |
|                      |   |  | B       | 1062           | Les Légunes   | Prés             | 110                 |                  | 110                  |                       |
|                      |   |  | B       | 1064           | Les Légunes   | Prés             | 150                 |                  | 150                  |                       |
|                      |   |  | B       | 1073           | Les Légunes   | Lande (paturage) | 67                  |                  | 67                   |                       |

**Observation:** D 280, D 320, D 455, D 456, B 1073 , origine de propriété inconnue ou avant 1956

111





|                                   |   |   |   |      |             |                      |        |  |        |       |
|-----------------------------------|---|---|---|------|-------------|----------------------|--------|--|--------|-------|
| TP                                | MAUREL Maurice Reymond                      | Route de Moustiers Mayrestes<br>04120 La Palud sur Verdon | D | 321  | La Tieye    | Terre                | 2720   |  | 2 720  |       |
|                                   |   |   | D | 322  | La Tieye    | Terre                | 2340   |  | 2 340  |       |
| TP                                | CHAIX Philippe Gérard<br>Georges            | RDC droit 132 Bd du Faron 83 200<br>Toulon                | D | 323  | La Tieye    | Terre-Sol            | 2 315  |  | 2 315  |       |
| TP                                | AUDIBERT Christine Andrée                   | 3, rue du Poste 13 012 Marseille                          | D | 307  | La Tieye    | Lande (vague)        | 250    |  |        | 250   |
|                                   |   |   | D | 324  | La Tieye    | Terre                | 1 000  |  | 1 000  |       |
|                                   |   |   | D | 332  | La Tieye    | Terre                | 670    |  | 670    |       |
|                                   |   |   | B | 1722 | Les Légunes | Prés                 | 809    |  | 809    |       |
|                                   |   |   | B | 1725 | Les Légunes | Prés                 | 131    |  | 131    |       |
| PI                                | TUGWELL Rachel<br>BURRI Sacha               | Chemin de Mailand 44 VOLLEGES-<br>SUISSES                 | D | 344  | La Tieye    | Prés                 | 220    |  | 220    |       |
|                                   |   |   | D | 346  | La Tieye    | Sol                  | 402    |  | 402    |       |
|                                   |   |   | D | 420  | La Tieye    | Prés                 | 163    |  | 163    |       |
|                                   |   |   | D | 422  | La Tieye    | Sol                  | 523    |  | 523    |       |
| compléter origine de propriété    |   |   |   |      |             |                      |        |  |        |       |
| TP                                | AUDIBERT Marcelle Léoncie<br>Elisa          | 17, Rue Henri Chevalier 69004 Lyon                        | D | 293  | La Tieye    | Lande                | 4 520  |  |        | 4 520 |
|                                   |   |   | D | 325  | La Tieye    | Terre                | 4 100  |  | 4 100  |       |
| TP                                | CHANTRON Jean-Pierre André<br>Marcel        | 295 impasse des Laurons, 83 460 Les<br>Arcs Sur Argens    | D | 326  | La Tieye    | Terre                | 2 370  |  | 2 370  |       |
| Propriétaires<br>indivision ( PI) | GARCETTE Jean<br>BALENGHIEN Dominique Marie | 45 allée les Coquelicots 38320 Poizat                     | D | 305  | La Tieye    | Lande (pâturage)     | 2 130  |  |        | 2 130 |
|                                   |   |   | D | 306  | La Tieye    | Terre                | 2 550  |  |        | 2 550 |
|                                   |   |   | D | 328  | La Tieye    | Sol                  | 80     |  | 80     |       |
|                                   |   |   | D | 329  | La Tieye    | Sol                  | 255    |  | 255    |       |
|                                   |   |   | D | 435  | La Tieye    | Lande sol (paturage) | 11 995 |  | 11 995 |       |
|                                   |   |   | D | 440  | La Tieye    | Lande                | 1 880  |  | 1 880  |       |
|                                   |   |   | D | 444  | La Tieye    | Lande (pâturage)     | 425    |  | 425    |       |
| TP                                | CHANTRON Christine Rose<br>Marie            | 29 chemin de La Martinette 83510<br>Lorgues               | D | 331  | La Tieye    | Terre                | 930    |  | 930    |       |
|                                   |   |   | D | 364  | La Tieye    | Prés                 | 745    |  | 745    |       |
| TP                                | CHANTRON Josiane Josette                    | 6, Rue de Cronstadt 03200 Vichy                           | D | 303  | La Tieye    | Lande (pâturage)     | 771    |  |        | 771   |
|                                   |   |   | D | 333  | La Tieye    | Terre                | 2 615  |  | 2 615  |       |

112



113

|                              |   |   |   |      |             |                  |        |  |        |
|------------------------------|---|---|---|------|-------------|------------------|--------|--|--------|
| TP                           | BAGARRY Alain Antoine   | 39 B Rue de La Procession 78 290<br>Croissy sur Seine                                     | D | 337  | La Tieye    | Sol              | 130    |  | 130    |
|                              |   |   | D | 445  | La Tieye    | Sol              | 70     |  | 70     |
|                              |   |   | D | 465  | La Tieye    | Lande (pâturage) | 152    |  | 152    |
|                              |   |   | D | 467  | La Tieye    | Prés             | 577    |  | 577    |
|                              |   |   | D | 469  | La Tieye    | Terre            | 2 724  |  | 2 724  |
|                              |   |   | D | 471  | La Tieye    | Lande (pâturage) | 13 339 |  | 13 339 |
|                              |   |   | D | 473  | La Tieye    | Lande            | 35 784 |  | 35 784 |
| TP                           | CHARRAIX André Marcel   | La Tieye 04120 Rougon   | D | 338  | La Tieye    | Sol              | 80     |  | 80     |
|                              |   |   | D | 340  | La Tieye    | Sol              | 37     |  | 37     |
| PI                           | CLAIR Jean Pierre Marcel<br>CAVALLA Marie Louise                              | Saint Joseph 04120 Rougon<br>Le Thourd bat D4 av Pablo Picasso<br>83160 La Valette du Var | D | 341  | La Tieye    | Sol              | 40     |  | 40     |
|                              |   |   |   |      |             |                  |        |  |        |
| Usufruit                     | mme CHAMPION Blanche<br>veuve AUDIBERT Fernand<br>Marius Anselme              | Résidence Les Acacias 16, Rue clinique<br>13004 Marseille                                 |   |      |             |                  |        |  |        |
| Propriétaire<br>indivision   | Mme AUDIBER Mireille,<br>Mauricette, ThérèseT, épouse<br>Migayrou Jean Louis, | 21, rue Jeanne Jugan 13 004 Marseille   | D | 423  | La Tieye    | Sol              | 25     |  | 25     |
| Propriétaire<br>indivision : | Mme AUDIBERT, épouse<br>Hugon, Annie Germaine<br>Bernadette,                  | 9, rue Crillon 69006 Lyon   |   |      |             |                  |        |  |        |
| TP                           | PLAUCHIER Pierre Louis Lucien   | Chemin Amédée Morin 83160 La<br>Valette Du Var  | D | 348  | La Tieye    | Sol              | 27     |  | 27     |
|                              |   |   | D | 349  | La Tieye    | Sol              | 22     |  | 22     |
|                              |   |   | D | 350  | La Tieye    | Sol              | 15     |  | 15     |
|                              |   |   | D | 354  | La Tieye    | Sol              | 47     |  | 47     |
|                              |   |   | D | 355  | La Tieye    | Prés             | 543    |  | 543    |
|                              |   |   | D | 356  | La Tieye    | Prés             | 460    |  | 460    |
|                              |   |   | D | 357  | La Tieye    | Sol              | 208    |  | 208    |
|                              |   |   | D | 363  | La Tieye    | Prés             | 890    |  | 890    |
|                              |   |   | D | 419  | La Tieye    | Prés             | 17     |  | 17     |
|                              |   |   | D | 421  | La Tieye    | Sol              | 2      |  | 2      |
|                              |   |   | D | 424  | La Tieye    | Prés             | 164    |  | 164    |
|                              |   |   | B | 1724 | Les Légunes | Prés             | 51     |  | 51     |



|  |  |   |   |      |             |        |       |  |       |  |
|--|--|---|---|------|-------------|--------|-------|--|-------|--|
| TP   | MARTINO Alain Bernard<br>Patrice   | Le Campon 83830 Figanières  | D | 358  | La Tieye    | Prés   | 136   |  | 136   |  |
|  |  |   | D | 460  | La Tieye    | Sol    | 61    |  | 61    |  |
| Usufruitier<br>Indivision<br><br>Nu Propriétaire | MARTINO René Marius Etienne<br>PLAUCHIER Annie Madeleine<br>MARTINO Alain Bernard<br>Patrice | 10 Chemin des vignes d'antan 83 320<br>Carqueiranne<br><br>Le Campon 83830 Figanières | D | 359  | La Tieye    | Prés   | 100   |  | 100   |  |
|  |  |   | D | 361  | La Tieye    | Prés   | 144   |  | 144   |  |
|  |  |   | D | 429  | La Tieye    | Prés   | 51    |  | 51    |  |
|  |  |   | D | 432  | La Tieye    | Sol    | 935   |  | 935   |  |
|  |  |   | D | 432  | La Tieye    | Sol    | 935   |  | 935   |  |
| TP   | TURCAT Annie Juliette<br>Jocelyne  | Le Square F Bd du 11 novembre 1918<br>83100 Toulon                                    | D | 365  | La Tieye    | Prés   | 785   |  | 785   |  |
|  |  |   | B | 1040 | Les Légunes | Prés   | 160   |  | 160   |  |
|  |  |   | B | 1042 | Les Légunes | Prés   | 77    |  | 77    |  |
|  |  |   | B | 1070 | Les Légunes | Prés   | 40    |  | 40    |  |
|  |  |   | B | 1071 | Les Légunes | Prés   | 75    |  | 75    |  |
|  |  |   | B | 1072 | Les Légunes | Prés   | 425   |  | 425   |  |
| TP   | CLAIR Simone Louise Emilienne  | La Magdanela 134 Imp David 83000<br>Toulon  | D | 366  | La Tieye    | Landes | 250   |  | 250   |  |
|  |  |   | D | 411  | La Tieye    | Sol    | 740   |  | 740   |  |
| PI   | FLORES Emmanuelle Stéphanie<br>FERRANDO Jean-Pierre Robert<br>Auguste                        | La Tieye, 04120 Rougon<br>La Tieye, 04120 Rougon                                      | D | 368  | La Tieye    | Sol    | 2 295 |  | 2 295 |  |
|  |  |   |   |      |             |        |       |  |       |  |
| TP   | MATTIO Nadège, épouse<br>MICHEL Robert   | 160 Impasse des Cerisiers, 84210 Pernes   | D | 369  | La Tieye    | Terre  | 2 380 |  | 2 380 |  |
| PI   | MICHEL Robert<br>MATTIO Nadège, épouse<br>MICHEL Robert                                      | 160 Impasse des Cerisiers, 84210<br>Pernes Les Fontaines                              | D | 370  | La Tieye    | Terre  | 1 080 |  | 1 080 |  |
|  |  |   | D | 371  | La Tieye    | Terre  | 1 210 |  | 1 210 |  |

114



115

|   |   |  |                 |             |   |   |                  |  |   |        |      |             |      |       |
|---|---|--|-----------------|-------------|---|---|------------------|--|---|--------|------|-------------|------|-------|
| TP  | PLAUCHIER Bernard Georges<br>Marius     | Palais Miranda 27 bd Auguste<br>Raynaud 06100 Nice | D               | 412         | La Tieye  | Sol   | 1 083            |  | 1 083   |        |      |             |      |       |
|   |   |  | D               | 413         | La Tieye  | Terre   | 1 094            |  | 1 094   |        |      |             |      |       |
|   |   |  | D               | 414         | La Tieye  | Terre   | 158              |  | 158   |        |      |             |      |       |
|   |   |  | D               | 425         | La Tieye  | Lande (pâturage)                                    | 460              |  | 460   |        |      |             |      |       |
| TP  | BAGARRY Nicole, Augustine,<br>Joséphine | la Tieye 04120 Rougon                              | B               | 146         | Détras Les<br>Mourtiers                                       | Lande (vague)                                       | 1 680            |  | 1 680   |        |      |             |      |       |
|   |   |  | D               | 290         | La Tieye  | Lande   | 11 590           |  |   | 11 590 |      |             |      |       |
|   |   |  | D               | 296         | La Tieye  | Lande (vague)                                       | 620              |  |   | 620    |      |             |      |       |
|   |   |  | D               | 297         | La Tieye  | Lande (vague)                                       | 5 590            |  |   | 5 590  |      |             |      |       |
|   |   |  | D               | 431         | La Tieye  | Sol   | 25               |  | 25  |        |      |             |      |       |
|   |   |  | D               | 437         | La Tieye  | Lande (pâturage)                                    | 910              |  | 910   |        |      |             |      |       |
|   |   |  | D               | 446         | La Tieye  | Sol   | 43               |  | 43  |        |      |             |      |       |
|   |   |  | D               | 451         | La Tieye  | Lande (pâturage)                                    | 4 856            |  | 4 856   |        |      |             |      |       |
|   |   |  | D               | 464         | La Tieye  | Lande (pâturage)                                    | 138              |  | 138   |        |      |             |      |       |
|   |   |  | D               | 466         | La Tieye  | Prés  | 441              |  | 441   |        |      |             |      |       |
|   |   |  | D               | 468         | La Tieye  | Terre   | 753              |  | 753   |        |      |             |      |       |
|   |   |  | D               | 472         | La Tieye  | Lande   | 11 198           |  |   | 9080   |      |             |      |       |
| <b>Observation:</b> D 476 , origine de propriété inconnue ou avant 1956 |   |  | D               | 476         | La Tieye  | Lande (pâturage)                                    | 10 354           |  | 10 354  |        |      |             |      |       |
| Nu  | M. MORLAND Rémy                         | 19 impasse des Roses 13400 Aubagne                 | propriétaire :  | D           | 461   | La Tieye  | Sol              | 879  |   | 879    |      |             |      |       |
|   |   |  |                 | Usufruitère | Mme CLAIR Odette Louise<br>Augustine épouse MORLAND<br>Joseph | 264 Chemin de Fontanieu 83200 Le<br>Revest Les Eaux | B                | 1723                                       | Les Légunes   | Prés   | 125  |             | 125  |       |
|   |   |  |                 |             |   |   | Usufruitier      | M. MORLAND Joseph , époux<br>CLAIR Odette, | 264 Chemin de Fontanieu 83200 Le<br>Revest les Eaux | B      | 1726 | Les Légunes | Prés | 1 624 |
| PI  | PLAUCHIER Bernard Georges<br>Marius     | Palais Miranda 27 bd Auguste<br>Raynaud 06100 Nice | ASENCIO Suzanne | D           | 474   | La Tieye  | Lande (pâturage) | 20   |   | 20     |      |             |      |       |
|   |   |  |                 | D           | 475   | La Tieye  | Lande (pâturage) | 457  |   | 457    |      |             |      |       |





|   |  |  |   |      |             |               |        |  |       |        |
|---|--|--|---|------|-------------|---------------|--------|--|-------|--------|
| TP  | AUDIBERT Aline Suzette                         | Le Village 04120 Rougon                        | B | 1027 | Les Légunes | Sol           | 320    |  | 320   |        |
|   |  |  | D | 1050 | Les Légunes | Prés          | 95     |  | 95    |        |
|   |  |  | D | 299  | La Tieye    | Lande (vague) | 1 480  |  |       | 1 480  |
|   |  |  | D | 304  | La Tieye    | Lande (vague) | 1 720  |  |       | 1 720  |
| TP  | GIBELIN Christine Paule Renée                  | 215 Rte métropolitaine 2209, 06610<br>La Gaude | B | 1034 | Les Légunes | Prés          | 730    |  | 730   |        |
|   |  |  | B | 1037 | Les Légunes | Sol           | 140    |  | 140   |        |
|   |  |  | B | 1038 | Les Légunes | Sol           | 110    |  | 110   |        |
|   |  |  | B | 1717 | Les Légunes | Prés          | 1 360  |  | 1 360 |        |
|   |  |  | B | 1720 | Les Légunes | Prés          | 4 475  |  | 4 475 |        |
| origine propriété à compléter   |  |  |   |      |             |               |        |  |       |        |
| TP  | SUSINI Michelle Maria Adèle<br>Dominique       | Saint Joseph 04120 Rougon                      | B | 1035 | Les Légunes | Prés          | 2 250  |  | 2 250 |        |
|   |  |  | B | 1036 | Les Légunes | Sol           | 100    |  | 100   |        |
| TP  | GAILLAN Gilbert Pierre                         | Lioune 04120 Rougon                            | B | 1043 | Les Légunes | Prés          | 74     |  | 74    |        |
|   |  |  | D | 294  | La Tieye    | Lande         | 17 670 |  |       | 17 670 |
| TP  | BERNARD Adrienne Rosette                       | 04120 Rougon                                   | B | 1044 | Les Légunes | Prés          | 95     |  | 95    |        |
|   |  |  | B | 1052 | Les Légunes | Prés          | 155    |  | 155   |        |
|   |  |  | B | 1054 | Les Légunes | Prés          | 130    |  | 130   |        |
|   |  |  | B | 1063 | Les Légunes | Prés          | 140    |  | 140   |        |
|   |  |  | D | 300  | La Tieye    | Lande         | 5 400  |  |       | 5 400  |
| TP  | SAUVERE Laurence Georgette<br>Jeanne Joséphine | 215 VC Hameau des Sembles 13190<br>Allauch     | B | 1047 | Les Légunes | Prés          | 30     |  | 30    |        |
|   |  |  | B | 1049 | Les Légunes | Prés          | 210    |  | 210   |        |
|   |  |  | B | 1059 | Les Légunes | Prés          | 30     |  | 30    |        |
|   |  |  | B | 1065 | Les Légunes | Prés          | 120    |  | 120   |        |
| Bien présumé vacant et sans Maître par arrêté n° 2016-152-204 du 31/05/2016 |  |  | B | 1053 | Les Légunes | Prés          | 60     |  | 60    |        |
| PI  | AUDIBERT Martine Jacqueline                    | les Ecoles Le Village 05300 Barret Sur M       | B | 1055 | Les Légunes | Prés          | 170    |  | 170   |        |
|   |  |  | B | 1068 | Les Légunes | Prés          | 115    |  |       |        |
|   |  |  | D | 301  | La Tieye    | Lande         | 5 437  |  |       | 5 437  |
|   |  |  | D | 302  | La Tieye    | Lande (vague) | 1 956  |  |       | 1 956  |

116



117

|                     |  |   |        |              |                            |               |                        |                     |                         |                          |
|---------------------|--|---|--------|--------------|----------------------------|---------------|------------------------|---------------------|-------------------------|--------------------------|
| TP                  | M. AUDIBERT Bertrand, Julien,<br>Octave  |   |        |              |                            |               |                        |                     |                         |                          |
| Usufuitière         | Mme VENON Denise épouse<br>Audibert  | 26 rue du Bachas 83720 Trans en<br>Provence   | B      | 1056         | Les Légunes                | Prés          | 265                    |                     | 265                     |                          |
| adresse à compléter |  |   |        |              |                            |               |                        |                     |                         |                          |
| Usufuitier          | AUDIBERT Suzette Blanche   | Parc Mexico 13 bd St Jean   | B      | 1066         | Les Légunes                | Prés          | 110                    |                     | 110                     |                          |
| Nu Pro              | VARCIN Pierre Frédéric   | 124, Rue Roger Berin 54270 Essey Les<br>Nancy   | B      | 1067         | Les Légunes                | Prés          | 80                     |                     | 80                      |                          |
| PI                  | PHILIP Albertine Maria Irma<br>ARNOUX Françoise Andrée<br>Gilberte<br>ARNOUX Raymond Jules<br>Franck | 18, Cours de la Libération 38000<br>Grenoble<br>32, Rue Grande70160 Amance<br>Les Chavonnes 73400 Marthod | B      | 1069         | Les Légunes                | Prés          | 177                    |                     | 177                     |                          |
| PI                  | CAUVIN Geneviève Marie<br>Jeanne Suzanne<br>AUDIBERT Marie Madeleine<br>Andrée                       | Le pré de la Roque, 22 Rue St Eloi<br>83830 Figanières<br>Grande Rue 83830 Callas                         | B      | 1607         | Les Légunes                | Prés          | 1 441                  |                     | 1 441                   |                          |
| TP                  | GIBELIN Jean-Marie Marius<br>Marcel  | Rue Haute Le Village 04000 Entrages   | B<br>B | 1718<br>1719 | Les Légunes<br>Les Légunes | Prés<br>Prés  | 4 475<br>1 360         |                     | 4 475<br>1 360          |                          |
| TP                  | PERIER Annie Jeannette<br>Marcelle   | 14, Lot l'Empereur, 04300 Forcalquier   | D      | 288          | Les Traverses              | Lande         | 4 540                  |                     |                         | 4 540                    |
| TP                  | CAILLOL Hélène Gilberte<br>Lucienne  | 3 av de l'Escaillon 13 124 Peypin   | D      | 291          | La Tieye                   | Lande         | 19 370                 |                     |                         | 19 370                   |
| TP                  | JACQUESON Steve Eric Paul<br>Marcel  | 16, Rue Robert Lejeune 04220 Sainte<br>Tulle  | D      | 292          | La Tieye                   | Lande         | 4 010                  |                     |                         | 4 010                    |
| TP                  | LARCHE Delphine Luce<br>Suzanne  | 7, Pl Borodine 84000 Avignon  | D      | 295          | La Tieye                   | Lande (vague) | 2 430                  |                     |                         | 2 430                    |
|                     |  |   |        |              |                            |               | Surface<br>totale (m2) | emprise<br>PPI (m2) | Emprise PPR<br>Sud (m2) | Emprise PPR<br>Nord (m2) |
|                     |  |   |        |              |                            |               | 616 901                | 450                 | 157 274                 | 398 718                  |
|                     |  |   |        |              |                            |               | 555 992                |                     |                         |                          |

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE

**ARRETE CONJOINT SDIS N° 2018 - 299 - 014**

**PORTANT SUSPENSION DE L'ENGAGEMENT DE MADAME LISA GRAMAGLIA  
EN QUALITE DE SAPEUR-POMPIER VOLONTAIRE**

LE PREFET DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE,  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE  
SECOURS DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la sécurité intérieure ;

CONSIDERANT la demande de suspension de l'engagement de l'intéressée en qualité de sapeur-  
pompier volontaire du 25 septembre 2018 ;

SUR proposition du Chef de Corps départemental ;

**ARRETEMENT :**

**Article 1 :** L'engagement de Madame Lisa GRAMAGLIA en qualité de sapeur-pompier volontaire,  
affectée au centre d'incendie et de secours de Gréoux les Bains, est suspendu pour une durée de six  
mois à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2018.

**Article 2 :** Monsieur le Directeur des services du cabinet et le Directeur départemental des services  
d'incendie et de secours, Chef du Corps départemental, sont chargés, chacun en ce qui le concerne,  
de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

A Digne-les-Bains, le **26 OCT, 2018**

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS



PIERRE POURCIN

LE PREFET



OLIVIER JACOB

NOTIFIELE :  
SIGNATURE DE L'AGENT :

**Voies et délais de recours :** conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative,  
le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille dans le délai de  
deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE

ARRETE CONJOINT SDIS N° 2018 - 299 - 015

PORTANT CESSATION D'ACTIVITE DE MONSIEUR JEROME GAY  
EN QUALITE D'INFIRMIER DE SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES

LE PREFET DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE,  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE  
SECOURS DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la sécurité intérieure ;

CONSIDERANT la demande de cessation d'activité de l'intéressé ;

SUR proposition du Chef de Corps départemental ;

**ARRETEMENT :**


**Article 1 :** Il est mis fin à l'activité de Monsieur Jérôme GAY en qualité d'infirmier de sapeurs-pompiers volontaires affecté à la Direction départementale.

**Article 2 :** Cette décision prend effet le 10 octobre 2018.

**Article 3 :** Monsieur le Directeur des services du cabinet et le Directeur départemental des services d'incendie et de secours, Chef du Corps départemental, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

A Digne-les-Bains, le 26 OCT. 2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS



PIERRE POURCIN

LE PREFET



OLIVIER JACOB

NOTIFIE LE :  
SIGNATURE DE L'AGENT :

**Voies et délais de recours :** conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE

ARRETE CONJOINT SDIS N° 2018 - 299 - 016

PORTANT CESSATION D'ACTIVITE DE MADAME AUDREY TANGUY  
EN QUALITE D'INFIRMIER DE SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES

LE PREFET DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE,  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE  
SECOURS DES ALPES DE HAUTE-PROVENCE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

CONSIDERANT la demande de cessation d'activité de l'intéressée ;

SUR proposition du Chef de Corps départemental ;

**ARRETEMENT :**

**Article 1 :** Il est mis fin à l'activité de Madame Audrey TANGUY en qualité d'infirmière de sapeurs-pompiers volontaires affectée au centre d'incendie et de secours de Gréoux les Bains.

**Article 2 :** Cette décision prend effet le 19 septembre 2018.

**Article 3 :** Monsieur le Directeur des services du cabinet et le Directeur départemental des services d'incendie et de secours, Chef du Corps départemental, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

A Digne-les-Bains, le 26 OCT. 2018

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS



PIERRE POURCIN

LE PREFET



OLIVIER JACOB

NOTIFIE LE :  
SIGNATURE DE L'AGENT :

**Voies et délais de recours :** conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.